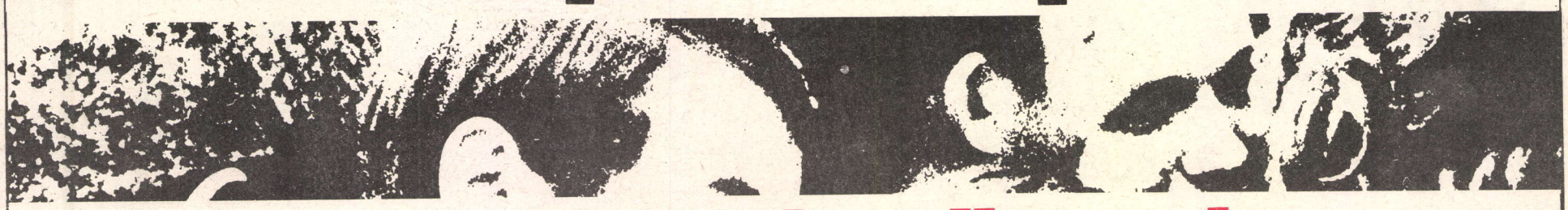
lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE | PARAIT LE MARDI | N° 287 — SEMAINE DU 26 FEVRIER AU 4 MARS 1974 | PRIX : 2 F

les usines sont à nous autant qu'aux patrons



n'acceptons pas les licenciements

courrier

Quand une municipalité de gauche fait payer les travailleurs

La municipalité de Clichy a décidé de rendre payant le patronnage destiné à la garderie des enfants des travailleurs de la commune. En effet, aux dires du maire adjoint Deleaune, **« la création de nouvelles activités au patronage laïque municipal, notamment la mise en service de dix-sept ateliers différents, ont transformé progressivement celui-ci en un véritable centre éducatif et culturel prolongement naturel de l'école ».** Et, pour cette raison, il est demandé aux parents 1 F par enfant et par jour.

En fait d'activités éducatrices, c'est un beau mensonge, car les dix-sept ateliers sont inexistants. Et l'on ne voit pas où ils pourraient être installés dans des locaux pouvant au maximum recevoir deux cents enfants, faute d'argent, alors que déjà sept cents y sont reçus grâce à des aménagements comme la transformation des sous-sols et des anciennes cuisines en « salles de jeux ». Dans ces conditions, le rôle des moniteurs de patronage ne peut qu'être celui de surveillant et non celui d'éducateur.

Chacun sait que les municipalités de gauche ne reçoivent pas de crédits du gouvernement. Alors, pourquoi mentir ?

P. (Clichy)

A propos du drame de Chézy :

une lettre d'un appelé du contingent

Encore un appelé du contingent qui a trouvé la mort : il y a environ deux ou trois semaines, une section effectuait un tir PM au champ de tir de Vesoul (Haute-Saône).

Après le tir, doit être effectué — en principe — une inspection des armes, c'est-à-dire, vérifier qu'il ne reste aucune cartouche engagée dans la chambre ou balle dans le canon. Pourtant, sur le chemin du retour, alors que la section marchait en colonne, un appelé fut tué par une balle restée dans le PM du camarade le suivant.

Une inspection des armes avait-elle été faite ? Si oui, comment cela aurait-il pu se produire ? Il est vrai que, à la façon dont elle est faite d'ordinaire, on se demande comment cela n'arrive pas plus fréquemment ; de même, lorsque l'on sait les mesures de sécurité qui devraient être prises aux abords des pas de tir et celles qui sont effectivement prises.

On conclura à un accident dû à la négligence d'un chef de section. L'affaire en restera là, comme celle du tunnel de Chézy. Mais combien de fois ce genre d'accident aurait-il pu arriver ?

Etant moi-même un appelé du contingent, on m'a fait emprunter au moins dix fois en six mois une voix ferrée. Un exemple : ma section effectuait un déplacement (ors des manœuvres effectuées par ma compagnie au Valdahon) ; nous empruntions la voie de chemin de fer, nous marchions de chaque côté de l'unique voie, en colonne par un, quand soudain, surpris, nous entendons derrière nous une micheline qui arrivait. Il y avait à peine cinquante mètres entre elle et nous. Nous avons tout juste eu le temps de nous écarter. Que se serait-il produit si nous avions été à ce moment-là un peu plus loin, où la ligne passait dans une trouée, percée dans la roche, de dix mètres de haut, cinq mètres de large et de cent mètres de long ? Il nous aurait été impossible de monter rapidement après la roche, de chaque côté, trop abrupte et trop haute, nous aurions été alors fauchés par la micheline.

Le ministre Galley rappelait qu' **« emprunter une voie de chemin de fer relève de la désobéissance la plus formelle et de l'aberration ».** Mais alors, ce sont toutes les brutes galonnées que le ministre devrait sanctionner ou faire enfermer car c'est en permanence qu'on nous les fait prendre. L'armée se soucie peu des morts qu'elle peut avoir sur la conscience ; elle les enterre avec les honneurs militaires.

Et puis, pour elle, que représentent quelques morts pourvu que la tâche qu'elle se fixe puisse être faite : défendre, quand il sera nécessaire, les intérêts de la bourgeoisie contre la classe ouvrière, qu'elle essaye d'embrigader et de mettre au pas auparavant, pendant un an de service militaire.

A bas l'armée !

A bas le service militaire !

Un communiqué du Secrétariat des Objecteurs de Conscience

Le S.O.C. (Secrétariat des Objecteurs de Conscience, 6, impasse Popincourt, 75011 Paris) nous demande de publier le communiqué suivant. Bien que n'étant pas nous-mêmes partisans de l'objection de conscience, nous le publions bien volontiers par solidarité.

Le Secrétariat des Objecteurs de Conscience nous communique :

Le nouvel arrêté d'appel vient de paraître.

Les objecteurs concernés par l'arrêté suivant doivent faire leur demande avant le 16 mars 1974.

Cet arrêté concerne les jeunes gens reconnus aptes au service, dont :

1) le sursis ou la prolongation de sursis arrivera à échéance avant le 1er avril 1974 ;

2) le report d'incorporation arrivera à échéance avant le 1er avril 1974 ;

3) l'appel avec une fraction de contingent antérieure a été, pour des motifs divers, annulé et fixé à l'échéance du 1er avril 1974 ;

4) volontaires pour être appelés le 1er avril 1974 et qui, à cet effet, ont, avant le 1er février 1974, déposé une demande d'appel avancé ou fait parvenir leur résiliation de sursis ou de report d'incorporation ;

5) les jeunes gens administrés par les bureaux de recrutement de métropole, nés entre le 16 mars 1954 et le 4 juillet 1954, ces dates incluses ; omis et naturalisés recensés avec les deuxièmes et troisièmes tranches de naissance de la classe de 1974.

Si tu es dans une de ces catégories, tu dois envoyer ta demande d'obtention du statut au : Ministère des Armées, Commission Juridictionnelle, 14, rue Saint-Dominique, 75007 PARIS.

Et ce, en recommandé avec accusé de réception.

Si tu n'es pas concerné par cet arrêté d'appel et si tu désires être prévenu de la parution de celui auquel tu appartiens, fais-le nous savoir. (Si nous n'avons pas de réponse, nous stopperons tout envoi.)

Salut et merci.

Le S.O.C.

Dans les centres SNCF

Camarades,

Voici un exemple qui vous montrera comment les enfants des employés de la SNCF sont accueillis dans des centres qui sont gérés par cette même SNCF.

Samedi 8 décembre 1973, à un de ces centres, centre jeunesse Trégey de Bordeaux, un jeune garçon est victime d'un grave accident.

Ce garçon, qui jouait sur un toboggan, perdit l'équilibre et tomba la tête sur le ciment. Il n'y avait pas de sable pour amortir la chute. Malgré des signes alarmants et plusieurs avertissements de la monitrice auprès de la chef de centre, aucun soin ne sera donné à l'enfant, de 16 heures (heure de l'accident) à 18 h 15 (heure à laquelle on laissera l'enfant devant la porte de sa maison).

A l'heure actuelle, quarante-huit heures après l'accident, le chirurgien ne peut se prononcer.

Ce centre n'a pas de téléphone, d'infirmerie et même pas d'eau potable et, bien sûr, trop peu de personnel.

La SNCF se moque bien des conditions d'hygiène et de sécurité dans lesquelles vivent des enfants.

Encore une fois, pour ne pas toucher à ses profits, elle n'hésite pas à jouer avec la vie de ses employés et de leurs enfants.

A Bordeaux, le 11 février 1974.

Un travailleur de la SNCF.

lutte ouvrière

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Composition :
L.I.T.O.
Département Presse Offset
4, rue du Boulol

Impression : Roto technic Offset
Aubervilliers

Adressez toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 152-06
75 263
PARIS CEDEX 06

TARIF DES ABONNEMENTS

Ordinaires

	6 MOIS	1 AN
France	30 F	50 F
Etranger	40 F	65 F
Etranger avion	60 F	120 F

Sous pli fermé

France	70 F	130 F
Etranger	80 F	150 F
Etranger avion	de 200 F à 340 F suivant pays	de 390 F à 650 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS-6851-10

MEETING LUTTE OUVRIÈRE

BORDEAUX

" 1924-1974 : L'actualité de Lénine, c'est l'actualité de la Révolution "

VENDREDI 1er MARS, à 20 h 45
Salle de l'Aiglon, place Puy-Paulin
Participation aux frais : 1 F

EDITORIAL

Les usines sont à nous autant qu'aux patrons, n'acceptons pas les licenciements !

LES problèmes de réduction d'horaires ou de réduction des effectifs ont été, ces derniers mois, à l'origine de multiples luttes revendicatives, à commencer par le conflit Lip, et continuent à se poser dans de nombreuses entreprises, comme Renault-Sandouville, Citroën, la Saviem-Blainville, et surtout comme Rateau.

C'est que, face aux menaces de crise, les patrons n'ont qu'une seule idée : faire en sorte que ce ne soit pas eux, mais les travailleurs, qui en fassent les frais. Et pour cela, ils sont prêts à jeter à la rue les travailleurs sur le dos desquels ils ont, quand tout allait bien, accumulé leurs profits et de quoi construire et agrandir leurs usines.

Mais la crise est due à l'incurie du système capitaliste, incapable de faire fonctionner harmonieusement la société et de satisfaire les besoins de tous.

En effet, si le spectre de la misère et du chômage se dresse périodiquement devant les travailleurs c'est parce que, dans cette société, la machine économique ne tourne pas pour satisfaire les besoins des hommes, mais pour produire des profits pour les patrons. Quand les patrons diminuent la production, ce n'est pas parce que tous les besoins de la population sont satisfaits, loin de là, c'est pour maintenir leurs prix, c'est-à-dire leurs sacro-saints bénéfices. Et cela ne les amène pas à alléger le travail de leurs ouvriers, mais à les mettre à la porte. En tant que consommateurs et en tant que producteurs, les travailleurs font doublement les frais de ce système qui arrondit les comptes en banque de quelques gros messieurs.

Et le comble est que cette petite minorité de privilégiés, à cause de qui les crises existent, est totalement inutile dans la production.

Les patrons ne peuvent pas se passer des travailleurs, mais les travailleurs peuvent se passer des patrons. Et, face à un patron qui veut licencier, l'arme la plus efficace que possèdent les travailleurs pour se défendre est de lui prendre son usine, ses machines, ses matières premières et de se payer avec. On saisit ceux qui ne paient pas leurs impôts ou leurs dettes. Eh bien ! les travailleurs doivent être prêts à saisir les patrons qui oublient que tout ce qu'ils possèdent, c'est leurs salariés qui le leur ont fait gagner. Les travailleurs doivent menacer d'expropriation les patrons qui refuseraient de maintenir l'ensemble de leurs ouvriers dans l'entreprise en garantissant l'intégralité des salaires. C'est la seule façon de faire céder ceux qui ont un carnet de chèques à la place du cœur.

Et cette menace, les travailleurs peuvent la mettre à exécution. Peut-être ne pourraient-ils pas gérer sainement leur entreprise du point de vue capitaliste. Mais ils peuvent, de toute manière, se payer sur le capital, c'est-à-dire sur les bâtiments, sur les machines, sur les matières premières, sur les stocks, comme les travailleurs de Lip avaient commencé à le faire.

Les travailleurs n'ont pas à reculer sur ce terrain, car ils peuvent, si c'est nécessaire, exproprier tous les patrons et alors faire fonctionner toutes les entreprises ainsi expropriées suivant un plan économique rationnel visant à la satisfaction de tous les besoins de la population laborieuse, et, pour cela, le travail ne manquera pas. Et l'on verra alors, non seulement que les patrons sont inutiles et nuisibles, mais encore que les travailleurs sont capables de gérer la société bien mieux qu'eux, parce que leurs intérêts à eux coïncident avec ceux de l'immense majorité de la population.

Les travailleurs doivent mettre leurs patrons devant un choix clair : ou payer les frais de la crise, ou tout perdre !

Et les travailleurs de Rateau, qui sont aujourd'hui au premier rang dans cette lutte, doivent pouvoir compter sur la solidarité de toute la classe ouvrière s'ils s'engagent dans cette voie comme ceux de Lip, car le problème qui est le leur aujourd'hui peut être demain le problème de tous.

Car Rateau n'est pas seul en cause. Et il n'y a pas trente-six solutions : ce sera ou le patronat ou la classe ouvrière qui fera les frais de cette crise. A nous de choisir !

Avant qu'il ne soit trop tard :

Il faut sauver Puig Antich !

Le sort de Puig Antich est encore entre les mains de Franco. Le sinistre bourreau du peuple espagnol peut décider du jour au lendemain la mort du révolutionnaire catalan. En effet, depuis que la cour suprême du tribunal militaire a confirmé en appel la condamnation à mort prononcée il y a maintenant plus d'un mois contre le militant anarchiste, seul Franco peut accorder la grâce, après consultation du gouvernement.

Cette décision peut arriver du jour au lendemain et se traduire par une exécution dans les douze heures. C'est pourquoi la protestation contre la condamnation de Salvador Puig Antich ne doit, ne peut se relâcher un seul instant. Cette semaine, à Paris, à l'appel de diverses organisations anarchistes françaises et espagnoles, auxquelles s'étaient joints **Rouge**, **Révolution !** et **Lutte Ouvrière,** un millier de manifestants ont crié, entre les métros Barbès et Colonel-Fabien, leur volonté d'empêcher que le bourreau fasse son office.

Vendredi 22 février, un meeting s'est tenu à la Mutualité, avec le soutien du PCF, réclamant la vie sauve pour Puig Antich, et la tenue de ce meeting prouve que la protestation est en train de s'élargir. Mais nous ne pouvons en rester là, il faut que la protestation s'étende encore, car il faut que cette protestation s'entende. Il faut que les travailleurs qui l'ignorent encore sachent qu'au-delà des Pyrénées, la dictature franquiste se prépare à un nouveau crime contre un militant révolutionnaire. Il faut que les assassins ne puissent accomplir leur forfait en profitant de l'ignorance et de l'indifférence.

Imposons la vie sauve pour Puig Antich ! C'est le devoir de tous les travailleurs, de tous les hommes et toutes les femmes de gauche.

sommaire

EN FRANCE

● Leur nouvelle société...

Page 8
— Un imprimeur inculpé pour un texte qu'il n'a pas écrit.
— Lyon : meeting pour l'avortement libre et gratuit.
Page 9
— A BAS LE RACISME
— Hœrdt (Bas-Rhin) : le racisme encouragé par les autorités.
— Bourges : création d'un Comité antiraciste.
— UAP (Paris) : échec au racisme.
Page 19
METRO : DE PIRE EN PIRE
— La RATP rentabilise.
— Moins de personnel, plus de flics !
— La sécurité sacrifiée.

● Dans les entreprises

Page 17
— Sagem (Argenteuil) : quand la direction décentralise.
— Leroy-Somer (Angoulême) : cinéma patronal.
— Simca-Chrysler : des licenciements expéditifs.
Page 18
DANS LES SERVICES PUBLICS
— La SNCF traite les travailleurs immigrés comme du bétail.
— La situation dans les hôpitaux.

● Les travailleurs en lutte

Pages 10 et 11
— CREDIT LYONNAIS : LA LUTTE CONTINUE ET S'ORGANISE AVEC DES COMITES DE GREVE.
Page 15
— Ideal-Standard (Aulnay-sous-Bois) : grève pour les 200 F et l'échelle mobile.
— Crédit-Lyonnais (Lyon) : la grève est bien partie.

DANS LE MONDE

Page 5
— LA GRANDE-BRETAGNE A LA VEILLE DES ELECTIONS.
— Journée de grève générale à la Réunion.
Page 6
— La poudrière indienne.
— Le prix Nobel « sauvage » de la paix : à jésuite, jésuite et demi.
Page 7
— Israël : la droite pousse à la crise gouvernementale.
Pages 12 et 13
— VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS MARTINIQUAIS.
Page 24
— Face au racket des pétroliers, une seule solution : l'expropriation sans indemnités ni rachat.

DIVERS

Page 20
— Livres : **L'exécution,** de Milovan Djilas ; **L'héritage colonial de l'Amérique Latine,** de Stanley et Barbara Stein.
Page 23
— Cinéma : **Papillon,** de Franklin Schaffner.

Marcellin et sa police, plus prompts à protéger le représentant de Pinochet qu'à défendre les libertés

A l'heure où nous écrivons, prenant prétexte des affrontements de vendredi soir entre manifestants qui protestaient contre l'installation de l'ambassadeur de la junte chilienne à Paris, et la police qui défendait l'accès de l'ambassade, la justice a maintenu un certain nombre d'arrestations et deux condamnations ont été prononcées.

Nous élevons une protestation indignée contre ces arrestations. Il est vrai qu'il était plus facile à la police de Marcellin de défendre l'ambassade des assassins de la liberté, que de défendre — en son temps — Allende contre ses meurtriers. Mais c'est quand même pousser le cynisme un peu loin.

C'est dire ouvertement, de la part des ministres de Pompidou, qu'ils se moquent des constitutions, des lois et de la Justice qu'ils prétendent faire respecter.

Ils baisent la main du représentant des assassins d'un gouvernement légalement élu et interdisent que toutes peines, même légère, leur soit faite.

C'est avouer cyniquement que si en France le résultat des élections, par extraordinaire, porte au pouvoir des hommes de gauche qui ne leur plaisent pas — même aussi peu dangereux pour la bourgeoisie que pourraient l'être Mitterrand ou Marchais — leurs sympathies vont d'ores et déjà aux Massu ou autres qui écraseraient la Constitution avec leurs blindés.

La grève des mineurs et les élections en Grande-Bretagne

Socialist Worker

L'hebdomadaire des International Socialists (IS) (16 février 1974) lance, à la une, un appel :

« Défendez les syndicats, victoire pour les mineurs ! Ejectez les conservateurs, votez travailliste ! »

Et une résolution du Comité national poursuit :

« ...Un vote massif pour les travaillistes sera une réfutation de l'attaque des conservateurs. Il signifierait que la grande majorité des travailleurs en est venue à soutenir les mineurs et à défendre les syndicats.

Mais la nécessité d'un vote massif pour les travaillistes ne doit pas être confondue avec le fait d'avoir des illusions quelconques sur la façon dont se conduira un gouvernement travailliste. Toutes les attaques actuelles des conservateurs ont été préparées par le gouvernement travailliste des années 1964-1970. Un gouvernement travailliste élu en deux semaines serait forcé de se comporter de la même manière que les conservateurs...

Mais une chose peut contrarier les efforts des politiciens travaillistes visant à copier les méthodes des conservateurs — un vote massif en faveur des travaillistes. Un tel vote signifierait un rejet de l'argument selon lequel les travailleurs sont à blâmer pour la crise. Il rendrait bien plus difficile toute tentative d'un gouvernement travailliste de faire porter la responsabilité **(de la situation actuelle)** sur les organisations ouvrières. »

On ne voit pas très bien en quoi un vote massif pour les travaillistes empêcherait ces derniers de se comporter comme ils l'ont fait dans le passé c'est-à-dire comme des serviteurs zélés du capitalisme.

Socialist Worker, **dans les semaines passées, est revenu à plusieurs reprises sur l'idée que le retour des travaillistes au pouvoir permettrait à la classe ouvrière d'être en bien meilleure position pour combattre. Ce qui,** a priori, **est loin d'être automatique. S'il est fort compréhensible que les révolutionnaires britanniques tiennent compte du fait que la majorité de la classe ouvrière vote travailliste pour ne pas se couper d'elle, même à ce niveau, le vote en faveur du Parti Travailliste ne doit être finalement qu'un vote de solidarité vis-à-vis des ouvriers travaillistes. Mais en aucun cas, il ne s'agit de créer des illusions soit sur l'action des travaillistes au pouvoir soit sur les possibilités « objectives » nouvelles que créerait, pour la classe ouvrière, le retour au gouvernement de Wilson et de ses amis.**

De ce point de vue, le refus de IS de présenter des candidats et son appel à ne voter en aucun cas pour ceux du Parti Communiste (article du secrétaire national Dave Peers dans le même numéro) mais à voter y compris pour ceux de la droite du Labour Party, semblent dépasser la simple solidarité avec les ouvriers travaillistes et procéder plutôt de la volonté de ne pas se heurter de front à l'appareil du Labour Party et aux militants qui lui sont liés.

rouge

Commentant l'activité du Groupe Marxiste International (IMG), Rouge **(15 février 1974) écrit dans un chapitre intitulé** « Le rôle des révolutionnaires » **:**

« Il est capital dans les semaines qui vont suivre que leur tâche soit d'éduquer ne serait-ce que de façon propagandiste la classe ouvrière anglaise. Nos camarades de l'IMG se sont d'ores et déjà fixé des axes de bataille :

1) constituer un soutien réel dans les facs ;

2) organiser le plus de monde possible pour renforcer les piquets de grève comme en 1972 ;

3) agir pour qu'il y ait convergence des luttes.

Ils présentent trois candidats aux élections à Glasgow, Shiefield et Newham, trois secteurs industriels de la Grande-Bretagne. Devant l'enjeu de la bataille, l'IMG appelle à voter travailliste ou révolutionnaire, mais sur des mots d'ordre clairs : **« Ne faites confiance qu'à vos luttes, votez travailliste ».**

Le fait que la première tâche que, d'après Rouge, **se soit fixé l'IMG soit l'organisation du soutien dans les facs est assez révélateur et de la composition sociale et du milieu d'intervention de ce groupe.**

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Informations Ouvrières **(13-20 février), comme les semaines précédentes, continue de qualifier l'éventuel gouvernement travailliste qui pourrait sortir des élections britanniques, non comme un gouvernement au service de la bourgeoisie mais comme un gouvernement des travailleurs.** Informations Ouvrières **ne fait d'ailleurs que transposer outre-Manche la politique de suivisme forcené des organisations réformistes adoptée par ce groupe lors des élections législatives françaises de mars 1973.**

« Le gouvernement Heath a recours à des élections anticipées. Heath en donne la signification : **« Qui gouverne, le gouvernement ou les syndicats ? ».**

Il pose ainsi la question en termes de pouvoir. Il signifie à la classe ouvrière anglaise qu'il n'y aura de solution à ses problèmes que sur le terrain gouvernemental, qu'en imposant son gouvernement. C'est en luttant aujourd'hui pour un gouvernement du Labour Party que la classe ouvrière anglaise s'engage dans cette voie.

. . . . . .

Les mineurs, par leur détermination, font peser... le poids de l'action de classe. En déclenchant la grève, c'est pour la chute du gouvernement haï de Heath, le gouvernement des exploiteurs, qu'ils se prononcent sans équivoque. C'est, comme moyen de lutte pour leur gouvernement, qu'ils ont d'ores et déjà agi pour un gouvernement du Labour Party. »

Red Weekly

(8 février 1974)

L'hebdomadaire du Groupe Marxiste International (IMG), la section britannique du Secrétariat Unifié, titre :

Ecrasez les conservateurs sur tous les fronts. Mettez-vous en grève et votez : les conservateurs dehors !

L'éditorial se termine ainsi :

« Le Groupe Marxiste International est partisan de ceux qui voteront travailliste. Une victoire des conservateurs serait une défaite de la classe ouvrière, alors qu'une victoire des travaillistes encouragerait l'esprit combatif du mouvement ouvrier et sa confiance en lui-même. Pour cette raison le résultat des élections n'affectera pas seulement le Parlement mais aussi la lutte à l'extérieur du Parlement, de loin la plus importante.

Mais il n'est pas question de faire une quelconque confiance aux traîtres travaillistes. Nous disons : **« Votez travailliste — mais n'ayez confiance que dans vos luttes. C'est seulement au travers d'actions de masses résolues — au travers des grèves et des manifestations — et sur la base de l'abandon de toutes les illusions à propos des réformistes traîtres à leur classe qui dirigent le Parti Travailliste, que la classe ouvrière peut à la fois battre les conservateurs dans cette élection et se préparer à affronter le futur gouvernement, quel qu'il soit ».**

Admettre qu'une défaite électorale des travaillistes serait une défaite de la classe ouvrière, c'est justement entrer dans la logique de Heath. Telle n'est pas la tâche des révolutionnaires.

Et si c'est effectivement au travers de grèves ou de manifestations dans la rue ou dans les usines que la classe ouvrière peut montrer sa force et sa détermination, il est stupide d'affirmer qu'une telle attitude faciliterait la défaite électorale des conservateurs. En fait, dès le début de la campagne électorale, l'IMG a alterné ses appels à la grève le jour des élections (dont la logique serait alors le boycott) avec le soutien électoral aux travaillistes. Ces prises de position contradictoires ne font que refléter l'incapacité de l'IMG, et de tous les autres groupes révolutionnaires britanniques d'ailleurs, à offrir au niveau électoral un choix quelconque à la classe ouvrière.

WORKERS VANGUARD

Le journal de la Spartacist League **(15 février 1974) des USA critique vivement la position adoptée en Grande Bretagne par les différents groupes révolutionnaires par rapport à la grève des mineurs.**

« ...Les groupes « trotskystes » britanniques ont répondu à la crise actuelle soit par des appels de routine à la combativité syndicale soit en flirtant avec l'insurrection. Pendant que le Parti des Travailleurs Révolutionnaires de Gerry Healy (ex-SLL) a critiqué le Parti Communiste pour n'avoir pas appelé à la grève générale, le PTR lui-même n'a pas fait d'agitation pour une telle grève. Il s'agit clairement d'une décision délibérée. La propagande du PTR consiste en de vagues appels à la solidarité de classe pour soutenir les mineurs...

La position de IS est similaire à celle des Healystes et accumule les vagues appels à la solidarité de classe et à la combativité...

Le Groupe Marxiste International, section britannique du « Secrétariat Unifié », s'agite apparemment pour une grève générale qui n'aurait pas des buts insurrectionnels immédiats. Cependant la perspective de l'IMG est sérieusement gâchée par la croyance qu'une grève générale est possible indépendamment des syndicats. L'IMG appelle à la création immédiate de « comités d'action » qui n'existent pas actuellement sans tenir compte de ce que font les Trade Unions, la seule organisation ouvrière de masse de la classe ouvrière britannique. »

Disons pour conclure que la Spartacist League **propose comme perspective aux révolutionnaires britanniques la convocation, par les Trade Unions, d'un Congrès du Travail pour préparer la grève générale et organisé au travers des comités de délégués d'usine. Le Congrès devrait se donner notamment comme objectifs :**

« A bas le gouvernement conservateur ! Pour un gouvernement Parti Travailliste-Syndicats s'engageant sur un programme socialiste d'expropriation de la classe capitaliste. »

Mais si les révolutionnaires britanniques étaient de taille à obliger les Trade Unions à agir ainsi, ils seraient aussi de taille à influencer de larges secteurs de la classe ouvrière britannique, ce qui n'est absolument pas le cas aujourd'hui. En fait, la perspective ouverte par la Spartacist League n'est séduisante que sur le papier.

La Grande-Bretagne à la veille des élections

LA PREUVE PAR GRÈVE OU COMMENT L'ESPRIT MATHÉMATIQUE VIENT AUX POLITICIENS

A cinq jours des élections générales anticipées, le gouvernement britannique vient de déclarer que la grève des mineurs a été provoquée par un stupide malentendu. Le gouvernement conservateur vient en effet de s'apercevoir, en refaisant ses additions, que le salaire des mineurs n'est pas supérieur à la moyenne nationale, comme il le prétend depuis des années, mais qu'il lui est inférieur de 8 %.

Quelle heureuse découverte et quelle coïncidence ! Cela fait maintenant quatre mois que les mineurs anglais luttent pour l'augmentation de leurs salaires en refusant les heures supplémentaires et quinze jours qu'ils sont en grève générale : pendant tout ce temps, le gouvernement conservateur a recherché l'épreuve de force en se refusant à donner satisfaction aux mineurs et a tenté de dresser la population contre eux en les rendant responsables de la semaine de trois jours. Lorsqu'ils ont décidé la grève, il a répliqué en annonçant des élections générales anticipées, pensant ainsi les intimider et les faire renoncer à leur mouvement.

Sa politique ayant fait chou blanc, voici que Heath utilise, pour faire remonter sa cote, une ficelle un peu grosse. On voit mal qui, en Grande-Bretagne, va croire que toute la politique du gouvernement depuis des mois ne tenait qu'à une erreur dans les statistiques et que, s'il cède aujourd'hui, c'est parce qu'il a refait ses comptes !

Pour l'instant, il n'y a que Wilson et les travaillistes qui se prêtent au jeu : ils semblent axer maintenant leur campagne sur leurs qualités de mathématiciens, supérieures d'après eux à celles des conservateurs.

Cela leur permet, tout comme aux conservateurs, d'oublier dans les comptes électoraux qu'ils présentent aux électeurs un facteur qui a quand même sa petite importance : la grève des mineurs.

André ROUSSEL.

(Ph. U.P.I.)

Travaillistes et Conservateurs ont le même programme :

FAIRE PAYER LA CRISE AUX TRAVAILLEURS

Dans le cadre de la campagne électorale, le chef de file du Parti Travailliste, Wilson, a déclaré la semaine dernière qu'il avait conclu un accord avec les syndicats aux termes duquel ceux-ci s'engageaient à obtenir de leurs adhérents une coopération active à la lutte contre l'inflation. Cela n'a, bien sûr, rien d'étonnant ni de nouveau, puisque, lors du dernier gouvernement travailliste, les syndicats avaient soutenu une politique de blocage des salaires.

Ainsi, le choix des électeurs semble réduit à sa plus simple expression, puisque les deux grands partis ont le même programme : fin de la grève des mineurs, blocage des salaires pour lutter contre l'inflation.

Aux yeux de la bourgeoisie, c'est à qui paraîtra le plus apte à faire accepter cela à la classe ouvrière : un Heath, qui s'est montré impuissant face à la détermination des mineurs, mais dont une victoire électorale pourrait démoraliser les grévistes (c'est pour cela qu'il a eu recours à de nouvelles élections) et un Wilson qui annonce qu'il a l'intention d'utiliser contre les travailleurs les syndicats eux-mêmes et qui avait essayé (en vain) de faire accepter aux mineurs une trêve électorale.

Pour les ouvriers, la déclaration de Wilson a au moins le mérite d'être un avertissement c'air : ils ne peuvent rien attendre des urnes. Même si ces élections voient un déplacement des voix à gauche (et cela, bien qu'un tel déplacement signifie qu'il existe en Grande-Bretagne un fort courant de sympathie envers les grévistes et leurs revendications), le nouveau gouvernement essaierait, tout comme le précédent, de leur faire payer les frais de la crise et l'inflation.

La classe ouvrière anglaise ne peut compter ni sur le Parti Travailliste, ni sur les directions syndicales qui lui sont liées ; elle ne peut compter que sur elle-même. En ayant contraint Heath à dissoudre la Chambre, en ayant refusé la trêve électorale, les mineurs montrent la voie.

Olivier BELIN.

Une journée de grève générale à la Réunion

Lundi 18 février, une journée de grève générale a eu lieu à La Réunion, à l'appel de la CGTR (CGT réunionnaise). Le mouvement semble avoir eu une grande ampleur, aussi bien parmi les travailleurs des ports que dans les chantiers des Travaux publics ou du Bâtiment, parmi les planteurs de canne à sucre, les commerçants, les artisans.

Ce mouvement de grève traduit le profond mécontentement des travailleurs de ce prétendu département français, dont le colonialisme a fait, en réalité, une véritable « terre brûlée », où la majorité de la population vit dans la misère et la sous-alimentation et subit un chômage quasi permanent qui n'offre d'autre solution que l'émigration en France.

A la Réunion, tout comme à la Martinique et à la Guadeloupe, les grands propriétaires ont procédé à un développement sans frein de la culture de la canne à sucre, en fonction des besoins sucriers de la métropole. Les lopins individuels des paysans se sont vus de plus en plus réduits à la portion congrue, alors que les grands propriétaires laissent des domaines entiers en friche. Ainsi, la plus grande part des efforts des petits paysans est consacrée à la culture d'une canne à sucre essentiellement destinée à la métropole. Le résultat est que, dans cette île luxuriante où les cultures ne demanderaient qu'à pousser, les vivres nécessaires sont entièrement importés ! De plus, la mécanisation de la culture de la canne à sucre se traduit par la mise au chômage d'une grande partie de la population, « importée » des Indes ou d'Afrique dans la période précédente.

Telle est la situation de cette colonie où des hommes comme Michel Debré viennent régulièrement se faire élire grâce à la fraude électorale et au bourrage des urnes, dûment organisés sous la protection de renforts de CRS amenés pour la circonstance !

Et, dans cette situation de dépendance absolue par rapport à la métropole, les prix alimentaires sont particulièrement élevés. La hausse des prix en France, et en particulier la hausse des tarifs de fret, se traduit par une hausse sans précédent des prix à la Réunion elle-même. C'est ainsi que, alors qu'en 1972 la hausse des prix était déjà de 14,9 %, selon les chiffres de l'INSEE, elle a été en 1973 de 36,5 % ! Selon l'Humanité, **alors qu'un planteur de canne pouvait, l'an dernier, obtenir 82 kilos de riz avec le produit de la vente d'une tonne de canne à sucre, il ne peut plus en obtenir aujourd'hui que 39 kilos, car, si le prix de vente de la canne à sucre a été augmenté, le prix du riz, lui, a plus que doublé ! Et l'exemple du riz — une des nourritures de base de la population — n'est qu'un exemple parmi d'autres.**

En fait, la structure coloniale de l'économie se traduit, à la Réunion, par un appauvrissement accéléré de la majorité de la population. Et c'est contre le colonialisme que se dirige la colère manifestée le 18 février par les travailleurs réunionnais.

André FRYS.

CHILI : la répression se poursuit

Alors que Pompidou recevait le nouvel ambassadeur de la junte chilienne à Paris, les militaires chiliens poursuivent systématiquement et méthodiquement la répression commencée depuis le coup d'Etat contre la gauche et le mouvement ouvrier. La dernière en date des arrestations de dirigeants connus est celle de Van Schouwen, un des responsables du MIR, qui a été torturé par ses geôliers.

Le ministre chilien de l'Intérieur, le général Oscar Bonilla, a annoncé qu'une partie des détenus de l'île Dawson, située à 2.500 kilomètres au sud de Santiago, passerait en jugement à la fin du mois. Parmi ces détenus se trouvent notamment le secrétaire général du Parti Communiste Chilien, Luis Corvalan, et le ministre des Affaires étrangères du dernier cabinet Allende, Clodomir Almeyda.

Depuis la prise de pouvoir des militaires, l'île Dawson a été transformée en un camp de concentration où croupissent quelque deux cents prisonniers politiques dont la plupart des membres du gouvernement d'unité populaire et des responsables du PC et du MIR. Sur l'ensemble du pays, on compte actuellement plusieurs dizaines de milliers de prisonniers politiques et, selon certains chiffres, c'est près de 10 % des travailleurs qui auraient été licenciés de leurs entreprises du fait de leur soutien à Allende.

Et, pendant ce temps, les USA, l'Argentine, le Brésil, le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et la Banque Interaméricaine de Développement, pays et organismes qui avaient complètement coupé tous les crédits au gouvernement Allende, viennent d'accorder un nouveau prêt de trois cent millions de dollars à la junte. La réaction mondiale reconnaît les siens...

J.L.

La poudrière indienne

DEBUT février, le gouvernement central de New Delhi a pris en charge l'administration du Goudjerat, l'un des Etats qui composent l'Union Indienne, au nord de Bombay, bien que le gouvernement local disposât d'une large majorité parlementaire.

Mais les faux-semblants parlementaires étaient bien incapables de résoudre la crise qui secouait cette région de l'Inde : depuis le début de l'année, les émeutes y ont fait une soixantaine de morts reconnus, des boutiques et des bâtiments publics ont été pillés et incendiés, le couvre-feu a été imposé dans les villes, les établissements scolaires sont fermés et seule l'armée a réussi à reprendre quelque peu en main la situation.

La gauche est pourtant faible au Goudjerat. Ce sont les étudiants qui ont pris la tête du mouvement de protestation contre la vie chère.

Dans l'Etat voisin du Maharashtra, dont la capitale est Bombay, ce sont les intouchables, c'est-à-dire les couches les plus misérables de la population, qui commencent à s'organiser dans le mouvement des Dalit-Panthers. Ils ont manifesté contre l'oppression par les hautes castes et se sont heurtés aux fanatiques hindouistes, la police prenant position pour ces derniers et s'étant livrée contre eux à une répression sanglante. Pourtant leur mouvement semble suffisamment puissant pour que le conseil municipal de Bombay ait cru bon de condamner — à l'unanimité s'il vous plaît ! — l'attitude de sa police. Dans leur manifeste, les Dalit-Panthers présentent comme leurs ennemis « le pouvoir, le prestige, la richesse, les propriétaires, les capitalistes, les usuriers et leurs valets » **et réclament un** « changement révolutionnaire complet ». **C'est la première fois que des intouchables s'organisent ainsi en Inde. Or ils sont plus de cent millions et, jusqu'à présent, acceptaient leur situation misérable de perpétuels humiliés, ne bronchant pas alors même que plusieurs centaines d'entre eux sont tués chaque année par les membres des castes supérieures.**

Manifestation à New Delhi : les masses ne se résignent ni à la misère, ni à l'oppression. (Ph. A.F.P.)

On voit que les immenses masses misérables de l'Inde sont loin d'être résignées à leur sort. En fait, le continent indien, plus vaste et plus peuplé que l'Europe, est une formidable poudrière sociale au cœur de l'Asie.

Jean HAINAUT.

Le prix Nobel " sauvage " de la paix :

A JÉSUITE, JÉSUITE ET DEMI

L'ATTRIBUTION du prix Nobel de la paix à Kissinger (ainsi qu'à Le Duc Tho) en octobre dernier avait suscité des remous.

Le prix Nobel de la paix est une sorte d'hommage du vice rendu par les grands de ce monde à la vertu de quelques inoffensifs apôtres genre docteur Schweitzer ou Martin Luther King. Willy Brandt se l'est vu décerner pour sa politique de « détente » avec les pays de l'Est.

Mais en consacrant Kissinger champion de la paix, pour le grand mérite d'avoir signé les accords de Paris (après avoir contribué à prolonger de plusieurs années le carnage au Vietnam), le jury du prix Nobel passait les bornes de la décence. Trop de cynisme nuit à l'hypocrisie !

C'est pourquoi des bonnes âmes du royaume de Norvège, très pieuses et très chrétiennes, ont pris l'initiative de créer un prix Nobel « sauvage » de la paix. Et c'est ce nouveau gadget qui a été remis à Dom Helder Camara, ainsi que la coquette somme de un million et demi de francs, récoltés en faisant la manche (ou la quête si l'on préfère) à la porte des églises.

Dom Helder Camara, archevêque de Recife, au Brésil, fait partie de ce qu'on appelle le clergé « progressiste ». Vivant dans une des régions les plus pauvres du monde, au milieu d'une population misérable, il est révolté par l'injustice, la misère et le sous-développement. A tous ces maux, il oppose **« la force de l'idée, de la vérité et de l'amour »,** comme il l'a lui-même déclaré à la télévision le lundi 11 février. Comme, par ailleurs, cet apôtre de la non-violence est mal vu des autorités brésiliennes, il correspond au portrait-type du prix Nobel de la paix — ce qu'on ne saurait assurément pas dire de Kissinger ! Les organisations chrétiennes norvégiennes peuvent donc se flatter d'avoir réparé une grande injustice.

Tout cela, bien sûr, ne fera pas avancer d'un pas le règlement du conflit au Proche-Orient ; pas plus que cela ne fera taire les armes au Sud-Vietnam, où les soldats de Thieu poursuivent la tâche « pacificatrice » des GI's. Mais ce prix Nobel « sauvage » ramènera peut-être la paix intérieure dans les âmes de certains jésuites auxquels la consécration de Kissinger donnait mauvaise conscience.

La palme en la matière revient sans doute à Roger Garaudy, ex-dirigeant du PCF, aujourd'hui sur la touche, qui écrit, dans **Le Monde** du 9 février : **« Jamais « prix Nobel » n'aura été attribué plus légitimement... De telles théologies... effectuent aujourd'hui la mutation appelée par Marx pour la philosophie il y a un siècle : elles ne se contentent pas d'interpréter le monde, elles contribuent à le changer ».**

Mais les travailleurs qui veulent changer le monde et le débarrasser à tout jamais du fléau de la guerre ont heureusement d'autres armes que la théologie nouvelle sauce ou les douces roucoulades sur la non-violence. Il y a près de soixante ans, en pleine boucherie mondiale, Lénine, qui ne courtisait pas, il est vrai, les archevêques « progressistes », écrivait : **« Si tu veux la paix, prépare la guerre civile ».** Ces fortes paroles sont porteuses d'un espoir de paix autrement fécond que les niaiseries d'un Garaudy et que tous les prix Nobel du monde, officiels ou pas.

Jean-Louis CHAMPENOIS.

● GRANDE-BRETAGNE :

Des patrons " irresponsables "

Un épisode peu habituel est venu émailler l'actuelle grève des mineurs britanniques. Devant l'intransigeance du Premier ministre Heath, qui a été contraint de démissionner plutôt que de céder sur les revendications de salaires, un groupe d'industriels et de financiers a fait au syndicat des mineurs une curieuse proposition : payer à chaque mineur une prime d'environ 2 £ par semaine (un peu plus de 20 F) pour prix de leur renoncement à la grève. Cette proposition d'ailleurs a été repoussée par les mineurs.

C'est qu'en effet de nombreux patrons anglais subissent le contre-coup de cette grève, d'autant plus gravement qu'elle arrive à un moment où l'industrie ne tourne déjà plus que trois jours par semaine. Bien que Heath défende les intérêts généraux de la bourgeoisie en refusant de céder aux grévistes, il n'en reste pas moins que cette politique va à l'encontre de l'intérêt immédiat de nombreux capitalistes pris individuellement.

A l'inverse, l'attitude dans cette affaire du groupe de patrons à l'origine de la proposition montre bien que chaque capitaliste raisonne en fonction de son intérêt propre immédiat et que cet intérêt, la recherche et la sauvegarde du profit, peut être en contradiction avec l'intérêt général du patronat pris dans son ensemble.

En tout cas, ces capitalistes « irresponsables » et peu conscients des intérêts de leur classe n'auront réussi qu'à renforcer la confiance des mineurs britanniques dans leur lutte.

Jean COLIN.

● URUGUAY :

L'arrestation de l'écrivain Juan Carlos Onetti

La police uruguayenne a arrêté l'écrivain Juan Carlos Onetti ainsi que Carlos Quijano, directeur du dernier hebdomadaire d'opposition au régime dictatorial de Juan Maria Bordaberry.

Cela n'est pas étonnant dans un pays où, depuis près d'un an, les organisations ouvrières et celles des étudiants sont interdites.

L'arrestation de ces intellectuels n'a pas soulevé grande indignation en France.

La police uruguayenne en action. « Lorsque j'entends parler de culture... ». (Ph. U.P.I.)

Pourtant le procédé utilisé par la police pour effectuer ces arrestations est particulièrement scandaleux, bien que classique. Le journaliste et l'écrivain ont été acusés de... pornographie, ce qui permet de les amalgamer à des détenus de droit commun.

Le prétexte a été la publication dans l'hebdomadaire en question d'une nouvelle choisie par l'écrivain. Cette nouvelle dénonce les dessous d'un régime policier corrompu, au travers du récit d'un commissaire de police qui évoque les hauts faits de sa vie sexuelle et notamment ses relations avec un personnage du régime dont il assure la protection !

Pornographique, le récit d'un commissaire de police sur les dessous du régime ? C'est possible, si c'est le reflet de la réalité !

C.C.

ISRAEL

LA DROITE POUSSE A LA CRISE GOUVERNEMENTALE

LE refus du général Moshé Dayan de participer au prochain gouvernement israélien vient illustrer la crise qui secoue actuellement Israël et qui se traduit par l'impossibilité dans laquelle se trouve Golda Meïr de constituer un gouvernement majoritaire au Parlement.

Le prétexte qu'a saisi Dayan pour décliner le poste de ministre de la Défense qui lui était offert dans le nouveau gouvernement est que l'aile gauche du Front Travailliste, constitué notamment des dirigeants de la centrale ouvrière Histadrout et des socialistes de gauche du Mapam, a prononcé de violentes critiques à son égard. Les socialistes de gauche accusent démagogiquement Dayan d'être responsable de l'incapacité dont a fait preuve l'armée israélienne au début de la guerre du Kippour. Et il est probable que ce type de critiques rencontre une certaine sympathie au sein d'une population traumatisée par la guerre et qui se remet mal d'avoir vu le mythe de l'invincibilité de l'armée israélienne voler en éclats.

Mais la crise gouvernementale ne s'explique que dans le contexte général de la situation actuelle en Israël. Sous la pression de l'impérialisme américain, à la recherche d'un statu quo durable dans la région, le gouvernement d'Israël va se voir contraint d'accepter de faire certaines concessions aux pays arabes, comme par exemple l'abandon d'une partie des territoires occupés. Cette politique de concessions, Israël ne peut y échapper dans la mesure où, sans l'aide économique, politique et militaire de Washington, le gouvernement israélien se retrouverait en bien mauvaise posture sur tous les plans.

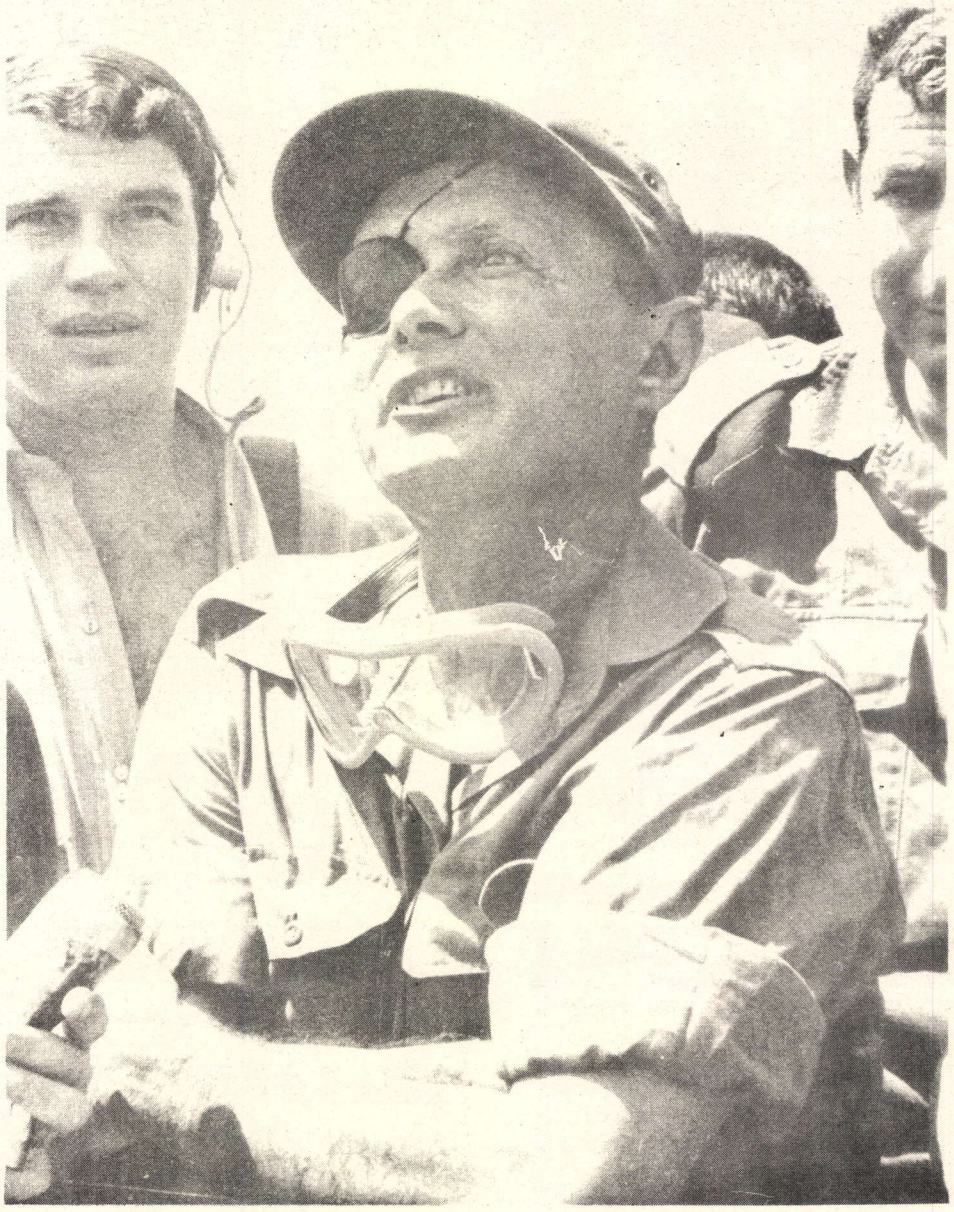
Mais ces concessions sont mal vues de la population juive à laquelle, pendant des années, Golda Meïr et ses amis ont répété que la seule politique possible avec les Arabes était celle du bâton. Et la poussée à droite enregistrée lors des dernières législatives a donné une claire indication de l'impopularité de telles concessions.

Aussi, la droite israélienne, non contente de laisser la gauche essuyer les plâtres, jette de plus de l'huile sur le feu. Depuis la fin de la guerre du Kippour, les partis de droite ont violemment critiqué les mesures économiques prises par le gouvernement pour soutenir l'effort de guerre (mesures qu'ils auraient été les premiers à prendre s'ils avaient été au pouvoir) et ont hurlé à la trahison chaque fois que Golda Meïr parlait de faire la moindre concession aux Arabes. C'est pour la droite une excellente tactique qui sur le plan électoral peut s'avérer payante, en ralliant tous les mécontents.

C'est d'ailleurs pourquoi l'aile droite de l'ancien gouvernement, constitué par le Parti National Religieux (qui collaborait avec les travaillistes depuis des années), a refusé de s'associer à un nouveau gouvernement sous diverses prétextes.

Quant à Moshé Dayan, c'est une tactique semblable qu'il veut mener pour son propre compte. Depuis 1956 et la Guerre du Sinaï, Dayan a toujours cherché non seulement à entretenir son image de chef militaire prestigieux mais aussi celle d'éventuel sauveur d'Israël en cas de crise grave. Il avait d'ailleurs tenté, avec Ben Gourion, de lancer une formation politique ouvertement de droite (le Rafi) dont il avait espéré qu'elle rallierait les éléments les plus durs du Parti Travailliste Mapai, en lui permettant de se faire ainsi plébisciter. Et si le fiasco complet du Rafi a contraint Dayan à réintégrer le giron du Mapai, il n'en demeure pas moins qu'il espère toujours assumer le « destin national » dont il se croit porteur, ce qui pourrait l'amener à rompre à nouveau avec le Mapai et à s'allier à la droite nationaliste.

Aussi, dans la crise actuelle, se présente-t-il comme celui qui — contre Golda Meïr — est partisan d'un élargissement du gouvernement englobant notamment les fascisants du Likoud. Il apparaît ainsi comme le grand rassembleur national, le seul homme capable, dans un avenir proche, de recréer une véritable union sacrée autour du gouvernement... et de sa personne.



Moshé Dayan : l'homme fort de demain ? (Ph. UPI)

Les exigences de Dayan et du Parti National Religieux risquent donc de prolonger la crise ou peut-être même d'obliger les électeurs israéliens à se rendre de nouveau aux urnes. Mais toute la situation actuelle n'est que le fruit amer que récolte aujourd'hui la gauche israélienne pour avoir sans discontinuité mené une politique de droite, belliciste, chauvine et pro-impérialiste depuis qu'elle est au pouvoir.

Jean LIEVIN.

A BAS LES BOURREAUX IRANIENS !

En Iran, la liste des martyrs, victimes de la dictature, s'allonge.

Mardi 19 février, six Iraniens condamnés à mort pour « atteinte à la sûreté intérieure du pays » ont été exécutés à Téhéran. Ce nouveau crime suit de quarante-huit heures l'exécution de deux autres intellectuels. Tout ce qui ressort des parodies de procès que le régime du Chah a montrées à cette occasion, c'est qu'en Iran le simple fait d'être connu comme opposant vaut les plus lourdes condamnations et souvent la mort.

Le régime politique imposé par le Chah est un régime de terreur qui ne laisse place à aucune opposition et qui ne cherche même pas à s'en cacher.

La SAVAK, la police politique iranienne, est toute-puissante. Chaque année voit son contingent de procès, avec des centaines d'inculpés et de condamnés. Officiellement, en quelques années, c'est plusieurs dizaines d'opposants qui ont été exécutés, sans compter ceux, bien plus nombreux, dont on ne parle pas, qui ont été froidement assassinés ou qui sont morts dans les chambres de torture, sans compter les ouvriers, les étudiants, les paysans assassinés par l'armée et la police qui tirent contre toute manifestation.

Cette terreur est à la mesure de l'exploitation et de la misère dans lesquelles sont maintenues les masses populaires iraniennes, essentiellement paysannes.

Et, à côté de la misère des paysans et des ouvriers iraniens, s'étale le faste de la cour du Chah, sa folie des grandeurs, témoin le luxe indécent des fêtes commémoratives de la naissance de l'empire perse, à Persépolis, en 1971, où des représentants des exploiteurs de toute la planète s'étaient retrouvés.

Car les différents impérialismes ne sont évidemment pas gênés par les exactions du régime iranien pour le soutenir, aider son armée et participer à l'exploitation des richesses iraniennes et en particulier de son sous-sol pétrolifère. Ces exactions lui sont même nécessaires.

Aujourd'hui que le pétrole assure à l'Etat iranien des revenus confortables, on voit les humanistes de salon que sont nos gouvernants signer à tour de bras des accords commerciaux qui vont faire rentrer dans les poches des capitalistes français une bonne part de cette manne.

Mais, pour les ouvriers et les paysans, ce sera encore le sous-développement, la misère, l'exploitation forcenée, l'armée qui tire à la moindre protestation, les procès et les exécutions. Jusqu'à ce que la colère et la haine qui s'accumulent contre le Chah et son régime pourri puissent les balayer.

Claude CHARVET.

Communiqué

ITALIE : procès d'un militant anarchiste

Encore un crime fasciste !

L'ignoble procès aura lieu le 28 février.

Qui est Marini ?

— Marini et Mastrogiovanni, en enquêtant sur l'attentat fasciste de Gioia Tauro de 1970, de même que sur la mort « accidentelle » de cinq journalistes qui enquêtaient sur le même attentat, furent assaillis à Salerme par un commando d'extrême-droite.

— En secourant son ami blessé, en état de légitime défense, Marini blesse mortellement Favella un dirigeant local fasciste.

— Pour s'être défendu, Marini va être jugé après dix--neuf mois de prison, de sévices, alors que ses agresseurs eux ont été relâchés immédiatement.

Faisons libérer Marini.

La libération de Marini serait une victoire sur tous les régimes totalitaires.

Groupe Voline

NANCY :

L'UNITÉ PAYSANNE : UNE UNITÉ BIEN MALADE

Les paysans manifestent : ici, à Léguevin, le 5 février... (Ph. Nieto-Fotolib)

VENDREDI 15 février à Nancy avait lieu l'une des manifestations paysannes organisées du 15 au 18 par la FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles) à l'occasion de la réunion à Bruxelles des ministres de l'Agriculture du Marché commun.

Ce sont plus de deux mille agriculteurs lorrains qui ont défilé dans les rues de la ville. Ce n'étaient pas les raisons de mécontentement qui leur faisaient défaut : par exemple, depuis février 1973, le prix de la viande à la production a baissé de 20 % tandis que dans le même temps les charges des éleveurs augmentaient de 20 %. Autant dire que le revenu des agriculteurs se rétrécit comme une peau de chagrin. Et tout cela n'a pas empêché le prix de détail du bifteck de grimper de 15 %...

La manifestation ne manquait pas d'ambiance : des yaourts étaient distribués aux passants, des tracts d'explication étaient diffusés massivement, de nombreuses pancartes et banderoles dénonçaient la situation des agriculteurs, les ministres et aussi les dirigeants nationaux des syndicats paysans. Bien sûr, les CRS étaient également au rendez-vous, nombreux, avec l'attirail habituel. Ils barraient l'accès de la rue la plus commerçante de Nancy : ils en auront été pour leurs frais puisqu'ils furent copieusement bombardés de yaourts.

...Gare à ceux qui veulent se mettre en travers de leur route ! (Ph. Nieto-Fotolib)

A tout moment, l'unité des paysans se lézardait, à tel point que les quotidiens locaux en rendirent largement compte. Ainsi, au moment des discours des « dirigeants » des syndicats d'exploitants, beaucoup d'agriculteurs — et pas seulement des jeunes — les sifflaient abondamment et les traitaient de « vendus », **et même de** « péquenots du dimanche ». **A un responsable qui parlait de** « l'unité syndicale indispensable », **un manifestant ajoutait :** « pour les plus gros ! » **; il traduisait bien la pensée de bon nombre de ses camarades. Finalement, si les dirigeants ne subirent pas vraiment le sort des flics, c'est simplement parce qu'il ne restait plus assez de yaourts.**

D'un côté, il y avait les dirigeants qui, pour mieux épargner gouvernement et intermédiaires capitalistes avec lesquels ils sont liés, s'en prenaient surtout aux consommateurs coupables, selon eux, d' « être nourris à bon compte par les agriculteurs européens ». **De l'autre, les paysans « durs » (notamment les petits paysans meusiens) qui exigeaient que leur travail soit rémunéré et dénonçaient les gouvernants, les trusts et leurs propres dirigeants qui tentent de les lanterner.**

Les paysans ont raison de se battre. Ce hausse du coût de la vie par une baisse n'est pas à eux de faire les frais de la de leur revenu. Les travailleurs ont tout intérêt à être solidaires de leur lutte contre les capitalistes et le pouvoir qui les sert ; ils doivent les soutenir dans leurs tentatives de se soustraire à l'influence de ceux qui se refusent à engager la lutte contre le vrai coupable de leur situation : le Capital.

Correspondant L.O.

STRASBOURG :

2000 paysans manifestent

Le 15 février, plus de deux mille agriculteurs d'Alsace ont manifesté leur colère devant le Conseil de l'Europe puis devant la préfecture. L'ambiance était chaude, les vitres de la Maison de l'Europe ont volé en éclat, et les paysans sont rentrés en force dans le hall avec une vache, puis, armés de grands piquets, sont partis à l'assaut de la préfecture.

Dans leurs tracts, les agriculteurs du CDJA expliquaient que la hausse des prix de la viande de bœuf à la consommation (au moins 10 %) s'accompagne d'une baisse des prix à la production de 15 % ! Ce qui contraint beaucoup d'éleveurs à arrêter de produire. D'où une audacieuse comparaison avec le pétrole : *« Consommateurs, défendez-vous ! La hausse du pétrole et la hausse du bœuf, deux aspects de la hausse du prix des calories ! »*

LYON :

Meeting pour l'avortement libre et gratuit

LE jeudi 14 février dernier s'est tenu à Lyon un meeting organisé par Choisir-Lyon-MLAC et les différentes organisations qui soutiennent ce mouvement : Planning Familial, Lutte Ouvrière, Rouge, AMR et Parti Socialiste.

Plus de mille quatre cents personnes à la Bourse du Travail écoutèrent deux interventions unitaires. Le film *Histoires d'A* fut projeté et un débat conclut cette soirée.

Avant le début du meeting, d'amples discussions se sont tenues dans le hall auprès de différents stands, où étaient vendus des journaux, des livres, des affiches, et où étaient représentés des sketches.

Ce meeting faisait suite à celui qui devait se tenir au mois de décembre dernier, meeting qui n'avait pas pu avoir lieu, étant interdit par la préfecture du Rhône, à cause du film *Histoires d'A.*

Cette fois-ci, les organisateurs, bien décidés à passer le film, n'en avaient pas parlé et avaient donc obtenu la salle.

Dès l'ouverture de la Bourse du Travail, un officier de police ainsi qu'un responsable des pompiers étaient là, avec un livre sur les consignes de sécurité. Ils nous interdisaient formellement de passer un film, les consignes de sécurité n'étant pas respectées : ils avaient d'ailleurs pris la précaution de couper le courant de la cabine cinématographique de la Bourse. L'intervention de Poperen (député socialiste du Rhône) n'y fit rien.

Malgré l'interdiction de ces messieurs, le film fut passé. Il fut facile avec une rallonge de prendre le courant à un autre endroit de la salle.

Ce meeting a été un sucès. Mille quatre cents personnes ont montré leur mécontentement face à la politique répressive du gouvernement à propos de l'avortement et de la contraception.

Correspondant L.O.

Un imprimeur inculpé pour un texte qu'il n'a pas écrit

S'il est un point sur lequel la bourgeoisie est chatouilleuse, c'est bien le « moral de l'armée » : appeler à la désobéissance est un délit de presse, parler d'insoumission ou de désertion n'est rien d'autre à ses yeux qu'un crime de droit commun.

Et dans sa volonté de faire bonne mesure, le gouvernement a fait inculper à Lyon non seulement onze militants du GARM et CIT pour avoir écrit et diffusé des tracts anti-militaristes, mais aussi l'imprimeur.

Dans le procès qui s'est déroulé à la 6e chambre correctionnelle de Lyon, l'accusation n'a pas eu uniquement du fil à retordre avec les jeunes militants qui revendiquaient pleinement les positions défendues dans leurs tracts, et qui déclaraient fièrement comme profession « détenu ». Elle a eu aussi à tenter de justifier l'inculpation de l'imprimeur (il y avait paraît-il quatre-vingt-dix ans qu'un imprimeur n'avait pas été inculpé pour un texte qu'il n'avait pas écrit). A court d'arguments, le président du tribunal a demandé à l'imprimeur « accepteriez-vous d'imprimer des appels au meurtre ? », *comme si l'appel au refus de l'armée avait quelque chose à voir avec un appel au meurtre (ce serait plutôt tout le contraire).*

On verra le 12 mars si, face aux protestations multiples que cette nouvelle atteinte aux libertés a soulevé, la justice osera prononcer contre l'imprimeur une condamnation, ce qui, comme l'a affirmé Maspéro à l'audience, « reviendrait à cantonner pour l'avenir toute la profession dans l'impression de bandes dessinées de Walt-Disney ».

Olivier BELIN.

Les imprimeurs devront-ils se cantonner dans la réalisation des bandes dessinées ? (Ph. Weiss-Fotolib)

A BAS LE RACISME !

Hoerdt (Bas-Rhin)

Le racisme encouragé par les autorités

UNE famille de gitans mise au ban par la population, ce n'est hélas pas nouveau, en particulier en Alsace, où il y a une nombreuse communauté gitane victime depuis longtemps d'un fort sentiment raciste.

Mais les récents événements de Hoerdt, village situé à vingt kilomètres au nord de Strasbourg, montrent une complicité ouverte des autorités, le maire en tête.

Le prétexte : deux enfants de la famille, âgés de 13 et 16 ans, chapardaient, volaient des voitures et des mobylettes et allèrent jusqu'à cambrioler une société de tir locale. C'était un prétexte tout trouvé pour les racistes du coin qui menacèrent les parents de représailles, organisèrent des battues pour retrouver les deux gamins, etc. L'atmosphère était devenue irrespirable pour la famille Weiss qui abandonna sa baraque « volontairement » *(dira le maire aux journalistes). Alors le maire vint avec ses amis pour abattre les animaux qui restaient, incendier la baraque et niveler le sol !*

Le plus triste est que ces mœurs moyenâgeuses sont approuvées par la plupart des habitants et que certains sont prêts à affronter les tribunaux au cas improbable où une plainte serait déposée. « L'essentiel, c'est qu'ils soient partis », *dit le maire.*

Ainsi, en 1974, à vingt kilomètres de Strasbourg, des racistes peuvent, en toute impunité, se livrer à de véritables actes de lynchage avec la complicité ouverte des autorités !

Correspondant L.O.

Ce qui reste du campement gitan. Alsace ou Alabama ? (Ph. D. Maillac Photolib)

Bourges

Création d'un Comité anti-raciste

C'EST à la suite de l'agression raciste, en novembre dernier, d'un travailleur algérien, qui a laissé celui-ci paralysé à vie, que s'est constitué à Bourges, à l'initiative de Lutte Ouvrière, un Comité antiraciste.

Une douzaine d'organisations composent ce comité, dont le PS, PSU, CFDT, Rouge, LO, la Fédération des Œuvres Laïques, les Eclaireurs de France, le MLAC, Témoignage Chrétien, la Ligue des Droits de l'Homme, etc.

Bien sûr, ni le PCF, ni la CGT n'ont accepté de participer, prétextant la présence des gauchistes.

La première activité du Comité fut l'organisation d'une manifestation de riposte à l'attentat raciste de novembre (LO n° 274).

Mais, depuis, le Comité antiraciste a décidé de se tenir mobilisé et de continuer la lutte contre toutes les formes de racisme.

Et, si la police semble avoir « oublié » l'agression de novembre (on sait avec quelle ardeur elle recherche les coupables d'attentats racistes !), le Comité, lui, n'a pas oublié et il est prêt à rassembler tous les éléments de l'enquête (il y en a) et, si possible, de la poursuivre lui-même !

Mais la lutte contre le racisme demande une propagande inlassable, la réfutation de tous les arguments imbéciles propagés par la presse au service du gouvernement et des patrons.

C'est pourquoi, il a été organisé un débat à la Maison de la Culture sur le racisme et sur les conditions de vie des travailleurs immigrés en France.

Comme support à ce débat, on a passé le film : Etranges étrangers, **film tourné par le CREPAC (une équipe de reporters licenciés de l'ORTF après 1968).**

Cette réunion a connu un important succès, puisque près de quatre cents personnes ont fait le plein du petit théâtre de la Maison de la Culture.

Le débat fut d'ailleurs intéressant puisqu'il permit de montrer que le racisme a son origine et son existence actuelle dans l'intérêt qu'ont le patronat et le gouvernement à son service de diviser la classe ouvrière et de tenter de lui faire payer les frais de la crise qui menace.

Il permit également de faire connaître à la salle un certain nombre de témoignages, d'exemples de racisme qui ont cours à Bourges et dans le Cher.

Face à ce succès, le Comité envisage pour l'avenir l'organisation de nouveaux débats avec de nouveaux films antiracistes.

Le Comité se charge aussi de faire un certain nombre d'enquêtes sur les conditions de logement des immigrés à Bourges et de dénoncer tous ces marchands de sommeil qui, au détriment de l'hygiène et du confort, entassent dix voire plus encore, de travailleurs étrangers dans des locaux minuscules.

Enfin, il compte faire autant de « publicité » qu'il sera nécessaire à un certain nombre de commerçants qui refusent de servir des étrangers (il existe une dizaine de cafés qui sont dans ce cas). Nous sommes même prêts à les traîner devant les tribunaux !

A Bourges, le Comité antiraciste ne se contente pas de mots ; il a effectivement engagé la lutte contre le fléau raciste.

Et tous les syndicats et les organisations qui ne s'y sont pas encore décidés doivent rejoindre le Comité antiraciste.

Correspondant L.O.

UAP-Séquanaise (Paris)

ÉCHEC AU RACISME

Pas de racistes parmi nous ! (Ph. L.O.)

Un intérimaire employé depuis deux ans à l'UAP Séquanaise (rue Jules-Lefèbvre) y tenait les fonctions de chauffeur, d'archiviste entre deux courses et, accessoirement, de mouchard. Il assurait même quelquefois l'intérim d'un chef.

Royaliste, se proclamant disciple de Maurras, ce triste sire ne se contentait pas d'espérer tout fort la restauration d'un quelconque roitelet. Il exhalait aussi sa haine raciste à l'égard des travailleurs immigrés, **« ces salauds qui, par leur présence, l'empêchent de pouvoir effectuer des heures supplémentaires ».**

La semaine dernière, aux Archives des Vallées, ses péroraisons furent encore plus violentes et injurieuses que d'habitude. Devant les incidents que créèrent ses propos, notamment avec un travailleur africain qui lui demandait des comptes, le chef du secteur demanda qu'il ne vienne plus aux Vallées et reste rue Jules-Lefebvre. Des délégués du personnel, informés, en discutèrent avec les travailleurs du secteur, qui décidèrent de se mettre en grève si des excuses publiques n'étaient pas faites. Parallèlement, une intervention était faite à la direction où les délégués CGT et CFDT déclarèrent qu'ils ne toléreraient pas que la haine raciste soit véhiculée impunément dans l'entreprise. La direction, peu encline à voir se déclencher une grève aux Archives des Vallées, pria poliment son informateur occasionnel de s'excuser ou de s'en aller. En raciste conséquent, celui-ci refusa catégoriquement de présenter des excuses et préféra prendre la porte.

Ce qui lui évita sans doute d'être viré par les travailleurs eux-mêmes.

Correspondant L.O.

CREDIT LYONNAIS PARIS

LA GRÈVE CONTINUE ET S'ORGANISE AVEC DES COMITÉS DE GRÈVE

EN une semaine, la grève s'est durcie, tant à Saint-Martin (une annexe du Siège regroupant un millier d'employés) qu'au Siège central proprement dit (quatre mille employés répartis en plusieurs immeubles).

A Saint-Martin, l'ensemble des services s'est mis d'accord pour revendiquer et la prime de 400 F, et 20 points d'augmentation.

Mais il est évident que, si les banquiers ne cèdent pas cette semaine et que la grève continue, les employés vont aussi augmenter leurs exigences.

Car, quitte à se battre, il faudra que cela paye.

Seuls FO et la CFDT ont appelé l'ensemble de l'entreprise à une grève de vingt-quatre heures reconductible chaque jour. La CGT, elle, continue à appeler à des débrayages « à la carte », service par service.

Tous les matins, tant au Siège qu'à Saint-Martin, à la Défense et à Levallois, une assemblée générale réunit l'ensemble des secteurs en grève.

Là est votée la reconduction de la grève après information et discussion.

Dans chaque centre, un comité de grève groupant des représentants des différents secteurs en grève a été élu.

Ces comités de grève se réunissent chaque jour et débattent de tout ce qui concerne la direction et l'organisation de la grève.

Par exemple, voici l'ordre du jour du comité de grève de Saint-Martin, pour le mardi 19 février :

1) Intervention du comité de grève au meeting décidé par les organisations syndicales l'après-midi.
2) Problème de l'information à la presse.
3) Proposition d'un tract du comité de grève pour informer les passants sur le passage de la manifestation.
4) Information sur les secteurs en grève à Paris et en province.
5) Décision du circuit de la manifestation pour aller de Saint-Martin au meeting.
6) Problème de l'élargissement de l'action aux flexos du service Position, prêtes à se remettre en grève pour 20 points.

Pratiquement chaque jour de la semaine, des manifestations ont eu lieu dans les rues de Paris ou autour du Siège central. A chaque fois, la police est arrivée très vite sur les lieux, tentant de couper le cortège. Les flics étant bien plus prompts à se déplacer contre les grévistes que lorsqu'il y a un hold-up !

Lundi 18, la direction avait reçu les délégués syndicaux nationaux. D'emblée, elle avait protesté contre « les violences inadmissibles commises par les grévistes le vendredi ». **C'est-à-dire... une table cassée, des mégots jetés sur la moquette et des injures...**

Et lorsque, l'après-midi, les grévistes se rendirent de nouveau devant les bureaux de la direction, qu'ils trouvèrent fermés... et occupés par le personnel de sécurité, les slogans les plus repris furent : « On va salir la moquette » **et** « ils ont la trouille ».

Le mercredi 20, eut lieu une coordination des trois comités de grève, Saint-Martin, Siège et Défense.

A cette rencontre, les comités décident d'organiser très rapidement une conférence de presse. Ils décident aussi d'exiger de la direction qu'elle reçoive des représentants des comités de grève lors des prochaines discussions.

Ces représentants furent élus en assemblée générale. La direction refusa de les recevoir mais, le personnel ayant voté de ne pas en faire un préalable, les délégués acceptèrent l'entrevue.

Celle-ci fut entièrement négative. Selon l'un de ces messieurs, si les employés revendiquent, c'est qu'ils ne se rendent pas compte des augmentations qu'ils ont dans l'année (il faut croire que celles qu'il a eues lui-même étaient inoubliables !).

A la suite de cela, la CGT se décidait finalement, sous la pression de l'assemblée générale, à lancer un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures pour toute l'entreprise, pour le vendredi 22 février... (journée d'action prévue antérieurement par les fédérations de la Banque CGT et CFDT).

Le 22 février, l'ensemble du Crédit Lyonnais est donc appelé à la grève par les quatre syndicats, FO, CFDT, CGT, SNB.

La grève fut bien suivie, y compris par les agences : cent agences de Paris et de la région parisienne débrayèrent et vingt d'entre elles furent entièrement fermées faute d'employés.

A 9 heures, à Saint-Martin, les comités de grève tenaient une conférence de presse. Ils donnaient également la parole aux organisations syndicales.

Après qu'une représentante du comité de grève du Siège eut pris la parole, la CFDT, FO et le SNB intervinrent. La CGT se contenta de donner un texte aux journalistes... sans le remettre aux grévistes qui assistaient à la conférence.

C'est pourquoi à 10 heures, à l'assemblée générale, plusieurs grévistes exigèrent de la CGT qu'elle communique son texte au personnel. Finalement, un employé se l'étant procuré, en fit la lecture au micro, lecture accueillie par des cris et des huées.

Il faut dire qu'il y avait de quoi. Dans ce texte, la CGT attaquait en fait violemment les comités de grève, leur contestant toute représentativité.

Aussitôt, les grévistes demandent la réunion immédiate du comité de grève. Les militants de la CGT y seront alors violemment attaqués. Ces derniers diront que la CGT est contre les comités de grève, mais qu'eux y participent uniquement parce qu'ils font partie du personnel gréviste.

Un débat de fond s'engage sur ce sujet et les cégétistes n'arriveront pas à expliquer pourquoi ils sont contre une large participation des travailleurs à leur grève par l'intermédiaire de ces comités.

L'après-midi, après une manifestation, eut lieu le meeting à la bourse du Travail. Là, la CGT se contenta d'appeler à une nouvelle grève de vingt-quatre heures pour le jeudi 28 — jour de l'échéance de fin de mois. « La grève lundi ! » **criaient les employés en sifflant l'orateur CGT !**

Lundi, les grévistes ont bon espoir que des services et des agences qui ont fait grève le 22 votent la continuation du mouvement en assemblée générale.

Mais il leur faudra se heurter à la CGT qui, malgré la nécessité évidente de la généralisation du mouvement, continue à organiser des débrayages service par service.

Mais le personnel gréviste tiendra bon. Il veut faire céder la direction. Et ce n'est pas de sa faute si, pour cela, il faut d'abord faire céder la CGT.

Correspondant L.O.

La CGT attaque le comité de grève du Siège central

MARDI 19 février, en assemblée générale au réfectoire du siège central, réunissant environ cinq cents grévistes, nous avons proposé de créer un comité de grève, le personnel présent étant en grève totale.

Plusieurs employés ont été désignés par leur service pour y participer, puis ratifiés le lendemain matin en assemblée générale.

Le comité de grève du siège est composé de syndiqués et non-syndiqués en grève totale, les employés faisant des débrayages sporadiques, ne se sont pas encore joints au comité de grève.

Depuis la création du comité de grève, la CGT feint de l'ignorer, faisant courir le bruit qu'il n'est pas démocratique et qu'il réduit à néant le rôle des délégués syndicaux.

Vendredi matin, en assemblée générale, un représentant CGT prend la parole pour essayer de démolir le comité de grève.

Il commence à critiquer la manifestation de la veille, disant que les manifestants étaient poussés par le comité de grève pour pénétrer de force dans le siège central.

Il déclara que cela gênait le personnel non gréviste (sans doute la direction !) et les clients. Il ajouta que les comités de grève ne seraient pas démocratiques car ils ne représentent que le service en grève totale, (s'est-il demandé ce qu'il représentait, lui ? les non-grévistes, sans doute !).

Dans la salle, des gens se mirent à le huer et à le traiter de « *diviseur* » et même de « *vendu* », trouvant honteuse une telle attitude.

Il eut du mal à terminer son intervention, car les gens hurlaient leur hostilité !

Après lui, plusieurs représentants du comité de grève sont intervenus et ont été fortement applaudis.

La CGT n'a pas osé reprendre le micro.

Dans la salle, des gens se regroupaient et discutaient de ce qui venait de se passer, beaucoup ne comprenaient pas l'attitude de la CGT, car pour eux, le comité de grève, c'était eux-mêmes.

Correspondant L.O.

Déclaration de la CGT donnée à la Conférence de presse

Nous tenons à vous faire connaître qu'il n'y a pas un comité de grève couvrant l'ensemble du Crédit Lyonnais, mais des comités émanant de secteurs limités, ou de prétendus tels. Nous nous élevons contre la façon dont ils ont été souvent créés en regroupant parfois en tant que comités sectoriels, des éléments rapportés d'autres parties de l'entreprise, par conséquent, éléments non directement représentatifs du personnel des secteurs intéressés ; parfois désignés par une infime minorité, et prétendant couvrir tel autre secteur de l'entreprise, mais ne comportant aucun représentant de services entiers dudit secteur, pourtant totalement engagés dans la grève. Dans d'autres cas encore, les dirigeants de ce comité qui se sont désignés eux-mêmes n'ont d'autre activité que de rejoindre les différents comités existants sans se préoccuper du tout du personnel qu'ils prétendent représenter.

Nous nous élevons en outre vivement contre diverses initiatives dues à certains éléments faisant partie de ce genre de comités qui font hésiter une partie du personnel à rejoindre l'action en se livrant à des gesticulations comme hier autour de l'immeuble du Siège central, initiative désapprouvée par le personnel qui se trouvait à ce moment-là à l'intérieur des locaux.

LYON :

La grève se poursuit au Crédit Lyonnais

Voir l'article page 15.

Lors du meeting de la bourse du Travail (le 22 février) avaient notamment pris place à la tribune Maurice Duie (CGT), Danièle Lemire (CFDT), Arlette Laguiller, (FO), Derieu (SNB) ainsi que des représentants des comités de grève. Les grévistes avaient d'ailleurs organisé leur propre service d'ordre pour permettre aux orateurs du comité de grève de prendre la parole.
(Ph. Puech-Fotolib)

Le meeting à la bourse du Travail

LE 22 février, il y avait près de 2.000 personnes, du Siège, de Saint-Martin, de la Défense et de Levallois, mais aussi du personnel d'agences, dans la grande salle de la bourse du Travail, où fleurissaient les banderoles des divers comités de grève ainsi que celles d'autres banques (BNP, SG).

Un dynamisme à toute épreuve, les slogans fusaient sans arrêt : **« Ce n'est qu'un début... », « Saint-Geours, si tu continues, les employés de banque te botteront les fesses »,** etc.

Lorsque le président du meeting annonça l'ordre des orateurs (devaient parler CGT, CFDT, FO, SNB et, en dernier, la représentante des comités de grève), ce ne fut qu'une clameur **« Les comités en premier ».** Ce qui fut fait et la représentante des comités, qui lut le communiqué fait à la presse le matin même, fut longuement applaudie au rythme de **« Ce n'est qu'un début... ».**

Lorsque ce fut le tour du représentant de la CGT, ce fut une autre musique. A l'évidence, son long discours n'intéressait pas les gens et dans la salle fusaient les cris : **« Au suivant ».** Et ce fut un concert de sifflets lorsqu'il annonça une journée d'action pour... jeudi. La salle était quasi unanime contre la CGT pour crier : **« Lundi, tous en grève ».** Et ce n'était pas la poignée de militants cégétistes qui pouvait couvrir ces cris ou les sifflets.

L'orateur de la CFDT se déclara pour les comités de grève et d'accord pour continuer le mouvement de grève dès lundi matin. Il fut très applaudi.

Pour FO, ce fut Arlette Laguiller qui prit la parole. Parce que, pour toute l'assemblée, elle était la seule représentante syndicale qui, dès le début de la grève, avait soutenu les grévistes sans restrictions, parce que non seulement elle avait soutenu le comité de grève depuis le début mais qu'en plus elle en avait été à l'origine, parce qu'elle et ses camarades soumettaient leurs décisions à la démocratie directe des assemblées générales, quitte à être en butte à l'hostilité des bureaucrates syndicaux de toutes étiquettes, elle fut, et c'est remarquable, la seule longuement applaudie d'entrée. Elle rappela comment se déroulait la grève, insista sur les comités de grève, leur rôle, leur fonctionnement démocratique. Elle déclara que, dans la situation actuelle, face à l'intransigeance des banquiers et de la direction du CL, seule la grève totale et illimitée pouvait les faire céder. Et si, pour l'instant, FO et CFDT étaient prêts à assumer cette lutte, elle fit remarquer qu'il n'en était pas de même pour la CGT et le SNB et les appela à se joindre sérieusement à la lutte. A l'issue de son intervention des cris fusèrent : **« Ce n'est qu'un début, continuons le combat »** et d'autres slogans furent repris par toute la salle.

Et, lorsque le meeting se termina, il était évident que la majorité des présents ne reprendraient pas le travail lundi matin, qu'ils étaient suffisamment décidés pour en entraîner d'autres dans la lutte et faire céder les banquiers.

Correspondant L.O.

LES AGENCES DANS LA LUTTE

Vendredi 22 février, dans le cadre de la journée d'action organisée par la CGT, la CFDT, FO et le SNB, cinq cents employés d'agences se retrouvaient en assemblée générale au réfectoire.

D'entrée, la CGT proposait une journée d'action pour le 26 février, sans scrupules, devant une soixantaine d'employés de l'agence centrale et de l'agence AS qui sont en grève illimitée depuis plusieurs jours et qui scandaient : « La grève lundi ».

FO proposait de ne pas reprendre le travail lundi et de voter pour une grève de vingt-quatre heures reconductible tous les jours et de rejoindre le comité de grève.

La CGT s'opposait au vote, demandant aux grévistes de retourner dans leurs agences afin de convaincre les non-grévistes. Le vote eut quand même lieu contre l'avis de la CGT et de la CFDT. Devant de tels désaccords, une minorité seulement vota la grève pour le lundi suivant. Une manifestation autour du Siège suivit l'assemblée générale.

ÉCHOS DE LA GRÈVE...

UNE MANIFESTATION AUTOUR DU SIEGE CENTRAL

Jeudi à 15 heures, grévistes du Siège de Saint-Martin et de Levallois, nous nous sommes retrouvés tous ensemble pour manifester autour du Siège central. Il faut dire que la direction, plutôt que de nous recevoir, fait fermer les portes, lorsque nous manifestons boulevard des Italiens, sans hésiter à enfermer les clients de l'agence centrale et à empêcher les autres d'y entrer ! Nous voulions voir jusqu'où elle irait dans son refus de nous recevoir et si elle fermerait ainsi toutes les portes de l'immeuble. Lorsque la manifestation arriva à la porte centrale des Italiens, celle-ci était déjà fermée.

Les grévistes scandaient : « L'autre façon d'être une banque : enfermer les clients pour mieux les garder ! », « Libérez les clients ! ».

A la sortie, nous avions apposé une grande banderole : « Crédit Lyonnais en grève, la direction s'enferme, elle a la trouille ! ».

Un groupe de grévistes collait sur les murs des affiches popularisant les revendications. Et les passants s'arrêtaient, intrigués, pour discuter avec nous.

Après avoir fait plusieurs fois le tour de l'immeuble, nous sommes restés par groupes devant chacune des quatre portes, bloquant toutes les sorties.

Ainsi, pendant une heure et demie, nous avons fait au Crédit Lyonnais la publicité qu'il mérite.

Et la direction nous a prouvé une fois de plus, qu'elle préfère s'enfermer avec les clients (quitte à les voir tous changer de banque !) plutôt que de prendre le « risque » de nous laisser aller la voir !

A LA DEFENSE...

A la Défense, mardi dernier, une assemblée générale a réuni soixante-quinze personnes environ. Cinquante-sept personnes ont voté pour la grève de vingt-quatre heures reconductible chaque jour, la quinzaine de personnes restante préférant s'en tenir à des débrayages.

Comme au Siège, ce matin-là, un comité de grève de treize personnes a été élu et s'est élargi au cours des jours suivants à vingt-quatre personnes.

Si deux syndiqués CGT appartiennent au comité de grève avec des syndiqués et délégués CFDT et FO, ainsi qu'une forte proportion de non-syndiqués, la CGT, pour sa part, représentée par un délégué et trois syndiqués, s'est refusée à entrer dans le comité de grève, en se prononçant pour « des débrayages afin de rallier petit à petit le reste du personnel ».

La CGT se borne alors à faire sans cesse des propositions d'actions à des membres du comité de grève qui lui répondent que seul le comité de grève est habilité avec l'assemblée générale des grévistes à décider de ce qu'il est opportun de faire.

Plusieurs fois, les grévistes ont suggéré à la CGT d'entrer dans le comité de grève. En refusant, elle s'est placée hors de la grève à la Défense.

...ET A LEVALLOIS

Au CL-Levallois, la grève continue. Toute la semaine a été marquée par des débrayages, des manifestations au Siège, des assemblées générales. Mais ces actions ont pu être possibles uniquement parce que des employés décidés les ont pratiquement lancées. En effet la CGT et la CFDT non seulement sont indécises mais, de plus, se refusent à appeler à la grève générale de vingt-quatre heures reconductible. Et, dans les faits, elles se sont associées aux diverses manifestations organisées par FO et qui recueillaient l'assentiment de plusieurs dizaines d'employés.

Aussi, le mercredi 20 février, fallait-il prendre une décision pour la grève de vingt-quatre heures reconductible. Plusieurs dizaines d'employés sont passés dans les services et ont invité leurs collègues à les rejoindre dans une assemblée où serait discutée et décidée la poursuite de l'action. A l'issue de cette assemblée, trente-cinq employés ont décidé la grève de vingt-quatre heures reconductible et ont élu un comité de grève.

Ils ont tout de suite fait des affiches qu'ils ont collées dans l'immeuble et autour de l'annexe et un tract, dans lequel ils invitaient le personnel à le retrouver en assemblée générale tous les matins à 9 heures.

Vendredi 22, environ 40 % du personnel ont participé à la grève de vingt-quatre heures. Et de nombreux employés, lassés des débrayages, parlent de rejoindre la grève de vingt-quatre heures reconductible.

C'est pourquoi, lundi 25, à 8 h 30, une assemblée du personnel est prévue au réfectoire pour décider de la poursuite du mouvement.

VIVE LA LUTTE DES TRA

LA Martinique, c'est paraît-il la France. Mais là-bas, dans ce prétendu département situé à 7.000 km outre-mer, il est de pratique courante que les flics se servent de leurs armes pour réprimer les grèves et les manifestations ouvrières. Et le jeudi 14 février, ce sont les balles de ces bourreaux, défenseurs de l' «ordre» colonialiste, qui ont tué deux ouvriers.

Depuis ces honteux assassinats et l'explosion de colère qu'ils ont suscitée en Martinique, la situation de l'île n'est pas redevenue « normale » — selon l'expression consacrée des journalistes qui aiment l' « ordre ».

Les travailleurs de différents secteurs poursuivent la grève entamée le 12 février, de façon certes désordonnée, les uns reprenant le travail tandis que les autres entrent à nouveau en lutte, mais sans que de manière générale leur détermination faiblisse. A l'heure où nous écrivons, les ouvriers du Bâtiment, les dockers et le personnel hospitalier — qui s'est retrouvé le lundi 18 février à la tête d'une manifestation importante dans les rues de Fort-de-France — sont en grève, tandis qu'une majorité de collégiens, lycéens et professeurs des établissements scolaires n'ont pas repris leurs cours.

A Fort-de-France, la Maison des Syndicats est le lieu de discussions ininterrompues entre grévistes de tel secteur et de tel autre. C'est là qu'en permanence se tiennent des assemblées générales et l'atmosphère de cette maison jusqu'alors toujours calme parce que... vide, est tout à fait inhabituelle. En fait, elle est l'expression de cette mobilisation massive des travailleurs martiniquais et de toute la jeunesse.

Non, n'en déplaise à beaucoup, la situation n'est pas redevenue « normale ». Et elle n'est peut-être pas près de le redevenir. Parce que la radicalisation actuelle plonge ses racines très profond dans une situation coloniale de plus en plus intolérable.

La photo de première page de l'Humanité **du 19 février dernier, où l'on voyait la famille de l'ouvrier de 57 ans abattu par les gardes mobiles, sa femme et une partie de ses sept enfants et treize petits-enfants, en haillons, sur le pas de la porte de leur baraque délabrée, en disait plus long que des pages de discours sur la situation actuelle de la classe ouvrière martiniquaise, sur ses raisons de se battre et sa détermination.**

Aujourd'hui, si France-Antilles, **le** France-Soir **colonialiste, crie à la subversion des agitateurs professionnels gauchistes et si les autorités prennent peur, c'est parce qu'il y a du nouveau en Martinique. C'est parce que la grande majorité des travailleurs et de la jeunesse ne lutte pas seulement contre le chômage, la vie chère et les bas salaires, mais aussi contre le gouvernement colonialiste, responsable de la situation. Et l'idée d'indépendance fait son chemin.**

Apparemment, beaucoup de travailleurs antillais, qui ne voyaient pas jusqu'à présent comment les Antilles pourraient s'en sortir sans la France, ne voient plus aujourd'hui comment elles pourraient s'en sortir plus mal qu'avec la France. Beaucoup prennent conscience qu'ils n'auraient rien à perdre, si ce n'est de travailler dur, pour quelques sous, avec un revolver dans le dos, et qu'ils ont un monde mille fois meilleur à gagner.

Si les travailleurs martiniquais engagent la lutte contre le colonialisme et pour l'indépendance, nous, travailleurs français, nous devons les soute-

nir et les aider. Leurs enne en aucun cas, nous ne po notre silence, de l'oppressio lisme.

LE FAIT COLONIAL, RESPONSABLE DE LA SITUATION A

L'EXPLOSION de colère qui a éclaté ces semaines-ci à la Martinique couvait depuis longtemps déjà. Elle vient de ce que la réalité coloniale avec son cortège de misères est de plus en plus insupportable. Depuis quelques mois, les prix de certains produits de consommation courante, entre autres l'essence, le riz, le gaz, ont connu une flambée de près de 50 %.

En fait, contrairement à ce que racontent les mensonges officiels, les Antilles ne sont pas la France. Pas seulement parce qu'elles sont à 7.000 km, mais parce que la situation des travailleurs n'y est pas la même.

Le lot commun de la population, formée pour moitié de jeunes de moins de 20 ans, c'est la misère, le chômage, l'émigration. Les emplois y sont très peu nombreux et très mal payés. Le SMIC français n'y est pas en vigueur et la plupart des travailleurs doivent se débrouiller avec des salaires de 500 à 700 F mensuels.

Par contre, si les salaires sont plus bas qu'en France, les prix, eux, dépassent systématiquement et largement ceux, déjà élevés, qui sont pratiqués chez nous. Car toute l'économie de ce prétendu « département », qui est bel et bien une colonie, est organisée en vue de l'exportation, pour les profits maximums des patrons colonialistes français.

Le visage arrogant des forces de répression coloniales. (Ph. archives C.O.)

Le dernier éditorial de " Combat Ouvrier " :

LIBERTÉ, INDÉPENDANCE POUR LA MARTINIQUE

LORSQUE les gardes mobiles ont assassiné deux travailleurs du Lorrain, ils ont en même temps marqué le début d'une nouvelle phase dans la lutte pour l'indépendance de la Martinique. Désormais, les jours du colonialisme sont comptés. Des travailleurs de plus en plus nombreux comprennent qu'il faut mettre fin à la domination du colonialisme français en Martinique.

Les travailleurs et tous les pauvres en ont assez d'être de la chair à fusil. Nous n'accepterons plus jamais d'être les victimes passives des forces de répression coloniale.

Le pouvoir colonial ne se maintient que par la violence brutale et sanglante. Par sa violence, il est en train d'apprendre à tous les opprimés, à tous les exploités, à tous les pauvres que la voie des revendications pacifiques est bouchée ; que les revendications les plus légitimes, les plus vitales se heurtent à la violence des oppresseurs.

Tous les travailleurs de la Martinique font en ce moment jour après jour l'expérience qu'il est indispensable de se préparer, de s'organiser pour riposter à la violence du pouvoir par leur propre violence. Que les forces de répression ne s'étonnent pas à avoir la vie difficile en Martinique.

Nous souffrirons beaucoup, les colonialistes assassineront encore des travailleurs, mais ils ne pourront pas tuer tout le peuple de la Martinique.

Puisque les patrons et le gouvernement ne veulent pas répondre à nos revendications autrement que par le fer nous devons les chasser d'ici. Nous ne voulons plus vivre avec les quatre sous qu'ils nous accordent et la mitraille dans le dos. Nous ne sommes plus à l'époque de l'esclavage.

Que les cannibales, que les patrons mangeurs de chair

humaine s'en aillent, que notre pays nous reste entre nos mains. Nous saurons nous diriger nous-mêmes, et nous saurons apprendre à le faire. Nous n'avons pas besoin de patrons. Nous voulons être libres dans notre pays, libres de nous organiser comme bon nous semble. L'Algérie et l'Indochine ont chassé le colonialisme français, nous le chasserons aussi par les mêmes moyens.

Dans une Martinique libre, les travailleurs organiseront un Etat démocratique, débarrassé de toute forme d'exploitation.

VAILLEURS MARTINIQUAIS

(Ph. Combat Ouvrier)

nis sont les nôtres : les patrons français. Et uvons être complices, ne serait-ce que par n coloniale à laquelle se livre notre impériа-

Michelle VERDIER.

CTUELLE

Mais, dans la mesure où toute la production locale a été désorganisée par l'exploitation colonialiste, les travailleurs antillais ne peuvent compter que sur l'importation de marchandises très chères pour se procurer ce dont ils ont quotidiennement besoin : du riz, du pain, de la viande, des légumes, etc.

C'est cette situation, qui s'est aggravée avec la « crise du pétrole », qui est devenue intolérable. Et c'est cette situation qui, depuis trois mois, a entraîné divers secteurs de la classe ouvrière martiniquaise dans la lutte.

Au début du mois de novembre, ce sont d'abord les travailleurs du journal colonialiste France-Antilles *qui se sont mis en grève illimitée. Et, jusqu'à ce jour, ils tiennent bon et sont résolus à faire aboutir leurs revendications : augmentation de salaires et signature d'une Convention collective.*

Le 10 janvier dernier, c'était au tour des ouvriers du Bâtiment de se mettre en grève illimitée pour une augmentation de salaires de 25 %. Les sept à huit mille travailleurs de cette branche ont fait preuve d'une combativité très grande. Dans le mouvement, ils se sont donné un Comité de grève, ils ont constitué des « équipes de débauchage ». Et, par leur combativité, ils ont entraîné dans leur sillage les ouvriers d'une entreprise d'assainissement des eaux et une cartonnerie qui se sont, elles aussi, mises en grève.

Parallèlement, la SPDEM (entreprise de production et de distribution d'électricité) a connu toute une série de débrayages successifs.

Enfin, le 17 janvier, les ouvriers agricoles du secteur bananier, dont le salaire mensuel n'atteignait pas 470 F, se mettaient en grève et prenaient en main, comme leurs camarades du Bâtiment, l'organisation de leur mouvement.

Ces luttes, qui se développent depuis de nombreuses semaines, ont culminé avec la grève générale du 12 février.

Jusqu'à nouvel ordre, le mouvement gréviste continue. Les travailleurs martiniquais en ont ras-l'bol du chômage, de la vie chère, des bas salaires. Mais ils n'ignorent pas que la cause profonde de leur situation est le fait colonial. Et, lors des manifestations de ces dernières semaines, les voix des jeunes travailleurs ou des lycéens martiniquais scandant « A bas le gouvernement colonialiste » *se sont faites de plus en plus nombreuses.*

M.V.

Les récents événements

Nos camarades de Combat Ouvrier, organisation trotskyste antillaise, sont bien évidemment plus à même que nous de dire ce qui se passe à la Martinique depuis la grève générale « non limitée » du 12 février. C'est, partiellement, leur récit des événements que nous publions ici.

La grève « non-limitée » du 12 février

La grève générale « non limitée » à laquelle appelaient les trois principaux syndicats de la Martinique pour le 12 février dernier fut largement suivie par l'ensemble de la classe ouvrière martiniquaise. Tous les secteurs étaient touchés par cette grève : le Bâtiment, le Commerce, les Docks, la SPDEM, les banques, de même que les ouvriers agricoles qui avaient déjà commencé leur lutte depuis le 23 janvier.

Ce succès est d'autant plus significatif du profond mécontentement des travailleurs que les centrales syndicales n'ont jamais fait une véritable campagne d'information autour de cette grève. D'ailleurs on pouvait même craindre le pire ; car, après avoir arrêté dans un premier temps la date du 11 février, elles reportèrent ensuite cette grève au lendemain 12 février. Ceci créa beaucoup de confusion chez un grand nombre de travailleurs.

Rappelons que ces syndicats ont appelé les travailleurs à la grève pour un programme de revendications comprenant 12 points, parmi lesquels on pouvait trouver pêle-mêle la fin des discriminations en matière d'allocations sociales, l'alignement du SMIC en vigueur dans les DOM sur celui de la métropole, la Maison des Syndicats aux syndicats et l'industrialisation de la Martinique.

Donc, le mardi matin, c'est environ huit mille personnes qui descendirent dans les rues de Fort-de-France manifester leur mécontentement et réclamer la satisfaction de leurs revendications.

La continuation du mouvement les 13 et 14 février

La grève générale d'une ampleur sans précédent continue à se développer. Depuis le 12 février, la grève se déroule avec un rythme variable mais une combativité chaque jour croissante. Le 12, les travailleurs de tous les secteurs étaient dans la rue. Des milliers et des milliers de manifestants défilèrent dans les rues de Fort-de-France. L'enthousiasme était grand. Le lendemain, une partie des travailleurs reprenaient le travail, en particulier les employés de banques, et de diverses administrations. Ce même jour, des équipes de débauchage composées d'ouvriers du Bâtiment, des Docks, d'employés du Commerce, de lycéens et d'ouvriers agricoles, parcouraient les rues de Fort-de-France pour mettre en grève ceux qui n'avaient pas encore rejoint le mouvement.

Ils devaient affronter durement la police qui leur avait tendu un piège. Plusieurs centaines de grévistes étaient enfermés entre deux groupes importants de policiers qui les arrosaient de grenades lacrymogènes avant de les tabasser très sévèrement. Il y eut plusieurs blessés. Mais le but était atteint : Fort-de-France, ville morte.

Le jeudi 14, les directions syndicales, qui avaient été surprises par la détermination des travailleurs, décidaient de reprendre en main les choses. Les attaques contre ceux qui étaient partisans de la poursuite du mouvement se firent plus ouvertes.

Dans le même temps, les directions syndicales organisaient réunion sur réunion pour décider de la poursuite du mouvement ou de la reprise. Mais le nombre de grévistes déterminés à ne pas laisser enterrer le mouvement était si grand que, finalement, après bien des hésitations, la poursuite de la grève était annoncée. Cependant, le moral des travailleurs était plus bas que la veille car plusieurs magasins avaient rouvert leurs portes.

La répression sanglante du 14 et la riposte ouvrière

C'est un fait nouveau, le lâche assassinat d'un gréviste de la Banane, qui faisait rebondir le mouvement. La colère grondait parmi les travailleurs. Certains secteurs qui s'apprêtaient à reprendre votaient de nouveau la grève.

Le vendredi matin, une grande manifestation organisée par tous les syndicats, les partis et organisations prenait le départ de la Maison des Syndicats avec, en tête, le Comité de grève des travailleurs agricoles. Un immense défilé parcourait alors les rues de la ville aux cris de **« Orsetti** (le préfet actuel), **assassin ! », « colonialistes, dehors ! », « békés, dehors, le pouvoir aux travailleurs ! », « à bas l'Etat des flics et des patrons ! »** qui étaient repris par toute la manifestation. Celle-ci devait passer devant la préfecture et le représentant du pouvoir colonial pouvait entendre les cris de colère des manifestants : **« Nous vengerons nos camarades ! », « A bas le gouvernement colonialiste ! ».**

La manifestation du 12 février. (Ph. C.O.)

La manifestation se termina devant la Maison des Syndicats où les représentants des différentes organisations et du Comité de grève des travailleurs agricoles prirent la parole. Ce meeting fut interrompu par l'annonce que le préfet avait refusé de donner le corps du travailleur assassiné la veille afin d'éviter des obsèques qui se transformeraient en manifestation contre le pouvoir.

Aussitôt, les syndicats et certaines organisations proposaient qu'une délégation se rende à la préfecture pour demander des comptes au préfet ; les manifestants, qui étaient encore en grand nombre devant la Maison des Syndicats, décidaient d'accompagner la délégation. Ce fut près de 2.000 manifestants qui stationnèrent devant la préfecture. La question fut réglée rapidement et les manifestants eurent satisfaction.

Dans l'après-midi devaient donc se dérouler les obsèques de cette nouvelle victime du colonialisme assassin.

Une conscience nouvelle

La riposte à ce nouvel assassinat perpétré par les défenseurs de l'ordre colonial a été immédiate et massive. Nombreux sont les travailleurs, même ceux qui sont influencés par le PCM, pour dire que c'est une victime de trop et qu'il faut à l'avenir s'organiser pour répondre avec les mêmes moyens utilisés contre nous. La conscience de nombreux travailleurs a fait au cours de ces derniers jours un bond en avant. De plus en plus nombreux sont les travailleurs qui contestent la mainmise de quelques dirigeants timorés sur la classe ouvrière pour l'empêcher de se battre véritablement.

Les événements présents marquent certainement un tournant historique en Martinique : les travailleurs font à vive allure les expériences les plus diverses et nul ne peut dire aujourd'hui quelle sera l'évolution de la situation. Mais il n'y a aucune raison que ce mécontentement retombe car ses causes continueront encore d'exister tant que le colonialisme et les capitalistes seront présents en Martinique.

Dans les jours ou les mois à venir c'est ce problème-là que les travailleurs vont poser, vu le rythme auquel se déroulent les événements.

Les travailleurs devront assurer leur propre direction au mouvement en cours et à ceux qui ne manqueront pas de se dérouler dans la période actuelle. Dans la lutte, les travailleurs apprennent de leur propre expérience. C'est cela qui est le facteur décisif pour l'avenir. De toute façon, les événements actuels font faire un grand pas à la classe ouvrière sur le chemin de la prise de conscience. L'avenir dira si elle saura en tirer profit.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

aux magasins on baigne dans l'huile

● *VALLOUREC (Noisy-le-Sec)*

Aux magasins T3 et T4, où se trouvent les bacs à huile, nous en avons ras le bol.

Depuis plusieurs semaines, nous avons pratiquement tous attrapé des boutons sur les cuisses.

De plus, les bacs étant trop petits, les tubes dépassent des berceaux et nous tombent alors dessus.

Bien sûr, contre l'huile, on va nous donner plusieurs paires de bleus afin de pouvoir les changer plus souvent.

Mais le danger de recevoir des tubes et la baignade quotidienne subsistent.

Ce qu'il faut, c'est remplacer ces bacs archaïques. Car si la direction veut des tubes huilés pour qu'ils ne rouillent pas, qu'elle s'arrange alors pour que nous travaillions sans danger et sans nous faire baigner dans l'huile.

une négligence inadmissible

● *CGCT-Vaugirard (Paris)*

C'est en transportant des plaques d'acier sur un chariot qu'un travailleur se blessait à un pied, au mois de juillet 1973.

Après cet accident, toute la « machine de sécurité » a été mise en route : l'ingénieur de la sécurité, le chef de service, le sous-chef de service, afin d'obtenir une paire de chaussures de sécurité et des gants de cuir. Il faut croire que cela ne suffit pas, car au moment où de nom-

breux services ont été fournis, aujourd'hui notre camarade attend toujours sa paire de chaussures de sécurité.

Et si un nouvel accident survient, la direction ne manquera pas de nous resservir son disque sur la fatalité, et elle voudrait qu'on la croie !

explosion à la cantine

● *POLYMECANIQUE (Pantin)*

Mercredi dernier, à la cuisine de la cantine, une des quatre marmites de cuisson a explosé à son niveau inférieur, soulevant la marmite et arrachant supports en fonte, tuyauterie et fils électriques. L'explosion s'est produite au moment où le chef électricien de Pantin et un ouvrier de l'Entretien mettaient en marche l'appareil qui fonctionnait mal depuis quelque temps. Heureusement, il y a eu plus de peur que de mal.

Pourquoi cet accident ? Il apparaîtrait, après enquête faite par les services intéressés et un spécialiste de ces appareils, qu'il y aurait eu émanation de gaz, produite à partir des sels ajoutés à l'eau pour faire fonctionner les électrodes de chauffage. L'explosion se serait alors produite au contact d'une étincelle. C'est une hypothèse.

Mais quelques questions se posent. Le personnel de la cantine connaissait mal les réglages de ces marmites : pourquoi n'avait-il pas, comme l'ancienne gérance, possession des notices de fonctionnement ? Que fait-on pour empêcher qu'un accident se reproduise sur les trois autres appareils identiques ? Pourquoi attend-on toujours la panne et ne fait-on pas d'entretien systématique ?

Dans cette histoire, il y a beaucoup de choses obscures. Mais elles ont toutes un point commun : la sécurité, souci mineur des patrons.

LES PETITS CHEFS

la mouche du coche

● *CIT-ALCATEL (Vélizy)*

Depuis quelque temps, au R6 (service 98450), on ne voit plus qu'elle. Elle est partout, ne ménageant aucun effort... pour pousser les travailleurs à produire plus et plus vite !

Pourtant, il faut croire que cette mouche du coche en mal de galons, qui semble si soucieuse de la production, n'a pas grand-chose à faire puisqu'elle passe les trois quarts de son temps derrière notre dos à nous regarder travailler ou à nous harceler.

Au lieu de dépenser aussi inutilement sa salive, cette fana du rendement ferait bien mieux de mettre la main à la pâte, car si elle dépensait au boulot seulement le tiers de l'énergie qu'elle gaspille à faire le flic, nul doute qu'elle n'aurait plus de soucis à se faire pour « sa » production !

NE PAS FAIRE LES FRAIS DE L'ANARCHIE DU SYSTÈME

diminution du travail : oui ; diminution du salaire : non !

● *CASE (Vierzon)*

Dans le compte rendu de l'entrevue avec les délégués, la direction nous apprend que la production de la Case va être réduite : les backhoes de 8 unités à 6,5 unités par jour, les Uniloaders de 20 %.

Et pourtant, partout on nous demande de venir en heures supplémentaires : les fenwicks une heure de plus par jour, ici et là le samedi matin... De la même façon, on nous fait travailler avec des cadences de plus en plus accélérées dans les secteurs du bas.

La direction ne nous a pas encore dit comment elle comptait organiser cette diminution de la production (les premiers concernés sont toujours les derniers informés !) mais il faudra lui imposer notre solution, c'est-à-dire que tous les temps soient revus de façon à ce que nous travaillions moins vite, et lui imposer aussi que le travail à faire soit partagé entre tous : horaire ramené à quarante heures ou même moins si c'est nécessaire, avec maintien intégral du salaire.

La Case a peur d'avoir trop de stocks, de ne plus vendre : à elle de payer ; c'est aux patrons de faire les frais de leur système, qui leur rapporte des milliards, pas à nous.

combattons l'incertitude des lendemains

● *PEUGEOT (Sochaux)*

Au dernier Comité d'entreprise, la direction annonçait officiellement que la fabrication ne travaillerait pas pendant trois jours en fin de mois. Deux heures plus tard, elle informait les délégués que l'usine travaillerait normalement.

Jeudi dernier, une note de service annonce deux jours de volontariat en février. Le lendemain matin, autre note : il n'y aura pas de volontariat ce mois.

Les bruits, faux bruits, incertitudes... ; la direction laisse faire et même les encourage par sa politique au jour le jour. Les travailleurs doivent savoir de quoi l'avenir sera fait. Ils doivent se mettre à l'abri d'un marché automobile incertain. Pour cela, exigeons un salaire décent et garanti quels que soient les aléas de la production et des ventes.

A BAS LES TEMPS

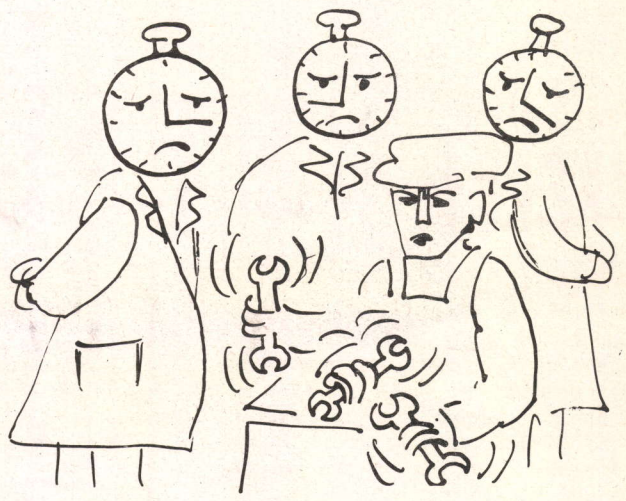
les obsédés de la pendule

● *RENAULT (Billancourt)*

La direction instaure un contrôle de plus en plus serré sur l'ensemble de la DIP.

Jusqu'alors, à l'Exploitation, nous avions à remplir des fiches de travail sur lesquelles figuraient, en plus des renseignements propres aux travaux exécutés, et à la machine, la date, l'heure, et le numéro de l'opérateur. Mais ce n'est sans doute pas suffisant. Et quand la direction pense qu'on peut « tricher » sur les heures, elle cherche des solutions.

C'est ainsi que les nouvelles unités MDS sont affublées d'une horloge et qu'à la fin de chaque travail exécuté sont imprimées les heures de début et de fin, ainsi que le temps passé. Il ne reste plus à la direction qu'à additionner tous les temps passés pour calculer les « temps



morts » ou de « manipu'ation » sur la journée. De là à en déduire que tel opérateur est moins rentable qu'un autre, et en prendre prétexte pour le brimer, il n'y a qu'un pas qu'elle franchira allègrement, si elle ne l'a pas encore fait.

A la Programmation, jusqu'à maintenant, les feuilles de travail étaient anonymes. Mais cette situation ne convient pas non plus à la direction, qui se propose de coller un numéro personnalisé à chaque programmeur. Ce serait tellement plus facile pour démontrer, statistiques à l'appui, que certains sont plus rentables, quantitativement, que d'autres.

Nous ne sommes pas assez naïfs pour croire que ces mesures sont prises uniquement pour facturer les « temps machines », comme la direction le prétend à l'Exploitation. En fait, par ce système, la direction pourra connaître « l'engagement » de chacun. Et cela est inadmissible. A quand les Adibus, la pause-pipi programmés pour chacun ? Il y a à la direction des obsédés des temps morts. S'ils n'ont que cela à faire, nous, à la DIP, nous avons suffisamment de travail pour ne pas avoir à subir les conséquences de leur obsession.

ÉCONOMIES CRIMINELLES

pas de formation au rabais

● *SNCF (Sud-Ouest)*

La SNCF, décidément, ne pense qu'à la production de ses agents au détriment de leurs connaissances pratiques.

Cinq jours étaient anciennement prévus pour la formation des agents de conduite de banlieue. La SNCF actuellement juge que cinq jours c'est trop, quatre sont maintenant accordés aux stagiaires qui ne peuvent absorber en aucun cas toutes les connaissances de base qui leur seront nécessaires.

Pour la direction, que lui importe notre formation, pourvu que ça tourne ! Mais cela ne l'empêchera pas, si un incident survient, de nous sanctionner pour ne pas avoir fait ce qu'il fallait.

Nous ne devons pas accepter de prendre des responsabilités lorsque nous estimons notre formation insuffisante. Car si, pour la direction, cinq jours c'est trop, pour nous, dix jours c'est un minimum.

Idéal-Standard (Aulnay-sous-Bois)

GRÈVE POUR LES 200 FRANCS

Depuis le vendredi 15 février, des grèves ont éclaté dans les usines Idéal-Standard. C'est la réponse des travailleurs à la volonté de la direction générale de la compagnie de bloquer les salaires pour les prochains mois. En effet, les syndicats CGT et CFDT, plus un syndicat FO de province, s'étaient mis d'accord pour réclamer 200 F par mois pour tous et une véritable échelle mobile des salaires. La direction a répondu à sa manière : elle fait passer l'augmentation du mois de janvier (20 centimes pour tous), qui devait être un rattrapage pour 1973, comme une avance sur 1974 et propose une échelle mobile basée sur l'indice INSEE du mois de juillet. Rien d'autre. En fait, elle compte donner 2 % au 1er mars et 1,5 % au 1er avril.

L'usine Idéal-Standard, à Aulnay. (Ph. L.O.)

Le vendredi 15 février, les mille deux cents ouvriers de l'usine de Dammarie-les-Lys (près de Melun) se mettent en grève pour la plate-forme revendicative commune. Dès le lundi, les piquets bloquent complètement l'entrée de l'usine. Le lundi suivant, à midi, l'usine de Blanc-Mesnil (trois cents ouvriers) se met en grève à son tour et le lendemain 90 % de la production sera paralysée. Le mardi se tient à l'usine d'Aulnay-sous-Bois une assemblée générale à l'appel de la CGT et de la CFDT. Elle regroupe deux cent cinquante travailleurs qui décident d'appeler à une grève de vingt-quatre heures pour le jeudi.

Le jeudi, des piquets de grève importants bloquent l'entrée de l'usine sans difficulté jusqu'à l'arrivée des cadres et de la direction qui tentent de semer la perturbation. Finalement, une vingtaine de cadres passent par-dessus le mur et ouvrent la porte. Quelques échauffourées s'ensuivent. Mais les chefs sont très décontenancés car pratiquement personne ne les suit. Les ouvriers scandent : **« les chefs au boulot », « les chefs aux fonderies ».**

Ce jour-là, 90 % des mille trois cents ouvriers d'Aulnay sont en grève mais, fait exceptionnel, une minorité des bureaux et des chefs (quatre cents personnes) également.

Le vendredi, c'est à l'usine de Dammarie que les cadres débordent le piquet de grève, peu nombreux ce jour-là, car c'est un jour habituellement non travaillé. De plus, la direction envoie une lettre à tous les ouvriers leur enjoignant de se présenter au travail lundi matin.

A Aulnay et Dammarie la suite du mouvement se décidera ce lundi. A l'usine d'Autun une grève d'une journée est normalement prévue pour le mardi 26 ainsi que l'envoi d'une délégation à Paris.

Nombre de travailleurs sont conscients que le moment est favorable à un mouvement d'ensemble dans toutes les usines de la compagnie.

Correspondant L.O.

Crédit Lyonnais Siège social (Lyon)

La grève est bien partie

Vendredi 15, deuxième jour de la grève des mécanos, les syndicats annonçaient un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures pour tout le personnel, pour le lundi. Ce jour-là, seulement cent trente-sept personnes se retrouvaient à la bourse du Travail. Mais ce n'était qu'un début : la grève, reconduite tous les jours, prenait son élan et se développait de plus en plus chaque jour. Dès le mardi, plus de trois cents grévistes rassemblés dans le hall de l'agence centrale décidaient de l'occuper chaque jour. Le jeudi, après que d'autres grévistes et ceux de Rillieux, auxquels la direction avait fermé les portes, eurent rejoint les grévistes du siège, une manifestation joyeuse et décidée se déroulait autour de l'immeuble et dans le hall. Le matin, un groupe d'une cinquantaine avait fait débrayer le personnel de deux agences, au grand dam des gérants de celles-ci. Si bien qu'en fin de semaine, une forte proportion du personnel est en grève.

Leurs revendications ?

— revendications des mécanos ;
— journée contractée : 8 heures - 12 heures ; 13 heures - 17 heures ;
— 20 points pour tous ;
— paiement des heures de grève ;
— 1.300 F minimum à l'embauche.

De toute la semaine, aucune d'entre elles n'a reçu la moindre réponse positive de la part de la direction. Et les lamentables tentatives de cette dernière pour diviser le personnel n'ont réussi qu'à mieux souder l'unité des grévistes.

L'organisation de la grève les fait participer largement aux décisions et aux actions. C'est que, à côté des syndicats CGT et CFDT, des éléments combatifs, syndiqués ou non syndiqués, se sont regroupés dans un Comité de grève. Son existence est la garantie que les décisions sont prises par l'ensemble du personnel après discussion. Car les idées sont nombreuses et variées sur ce qu'il y a à faire et les jeunes, qui forment le gros des grévistes, tiennent à apporter leur contribution à la lutte collective.

Vendredi 22, le moral est excellent. Trois mille tracts d'information ont été distribués aux sorties des grands magasins. Et une plus large diffusion est prévue pour lundi.

C'est la première fois que de tels événements se produisent à Lyon au Crédit Lyonnais. Les employés ont pris conscience de leur force et entendent la décupler dans les jours qui viennent : en orientant dès lundi leurs efforts vers les autres banques pour les inciter à entrer elles aussi dans la lutte.

Correspondant L.O.

Westinghouse (Sevran)

TROIS DÉBRAYAGES CONTRE UN CHEF RACISTE

A la Tôlerie, sévit un contremaître particulièrement hargneux, méprisant et raciste. Toujours en quête d'une sanction, ce petit apprenti dictateur est parvenu à se faire détester de tout le monde.

C'est contre les ouvriers immigrés, nombreux à la Tôlerie, que cet individu se montre le plus arrogant. Sa phrase favorite : « L'usine n'est pas mariée avec toi ; si tu n'es pas content, retourne chez toi. » *Mais cela ne signifie pas que les ouvriers français soient à l'abri de ses brimades ou de ses petites crapuleries. Récemment, il a poussé une ouvrière à la crise de nerfs en lui interdisant de circuler dans l'atelier pour appeler les travailleurs à venir à l'enterrement d'un de leurs camarades.*

C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Un premier débrayage eut lieu le mercredi 13 février en guise d'avertissement. Comme cela n'a pas suffi, le mardi 19, à 13 heures, la majorité de l'atelier (une centaine de travailleurs) alla manifester sa colère devant le bureau du contremaître en question. L'équipe de l'après-midi est même venue une heure plus tôt pour se joindre à celle du matin. Des travailleurs amenèrent des chaises et s'installèrent devant le bureau.

Jouant les fiers-à-bras, le contremaître déclare : « S'il y a quelqu'un qui a quelque chose à me reprocher, qu'il se lève et qu'il me le dise ». *Les ouvriers ne se le firent pas répéter et ce fut une avalanche de récriminations et de paroles bien senties. L'atmosphère était tendue et le chef n'en menait pas large.*

Dans l'après-midi, il fut convoqué au bureau du personnel. Depuis, il se fait tout petit et tout coulant... pour combien de temps ?

A noter l'attitude honteuse de la CGT qui a tout fait pour enterrer le mouvement. C'est ainsi qu'un délégué passa sa matinée du mardi à tenter de refroidir les ouvriers de la Tôlerie et de les monter contre les gauchistes (Lutte Ouvrière ayant distribué deux tracts dénonçant les agissements du contremaître raciste). Pendant le débrayage du même jour, ce même délégué prit ouvertement la défense du contremaître. Il déclara au chef d'atelier que le but du mouvement était de revendiquer une augmentation de salaire et que l'histoire du contremaître était une invention des gauchistes. Beaucoup d'ouvriers étaient choqués de cette attitude et ne se privèrent pas de le dire.

Vendredi dernier, à nouveau, la Tôlerie décide de débrayer. Il s'agit d'exiger du contremaître qu'il reconnaisse ce qu'on lui reproche et qu'il fasse des excuses publiques. Certains voudraient qu'il soit muté ailleurs. Devant ce mouvement spontané, le délégué CGT accourt. Echaudé par nos réactions de la fois d'avant, cette fois il se déclare tout à fait d'accord avec nous.

Nous l'envoyons voir le chef d'atelier. Il revient quelques instants après en annonçant que le chef d'atelier accepte de nous recevoir cinq par cinq. Mais nous refusons ce curieux procédé. Le délégué repart et revient nous annoncer : « Le chef recule, il est prêt à nous recevoir douze par douze ». *Nouveau refus de notre part :* « C'est tous ensemble ou rien ». *Finalement, le chef d'atelier veut bien nous recevoir tous devant son bureau. Mais nous exigeons qu'il vienne lui-même. Nouvelle navette du délégué. Cette fois le chef d'atelier refuse, mais il nous envoie un sous-fifre et nous fait savoir, pour calmer les esprits, que le mouvement ne sera pas considéré comme un débrayage par la direction, mais comme une réunion et qu'en conséquence il sera payé.*

C'est donc un petit recul de la part de la direction, mais le problème du chef de la Tôlerie n'est toujours pas réglé. Les travailleurs de la Tôlerie attendent ses excuses et sont bien décidés à ne pas en rester là.

Correspondant L.O.

Compteurs Schlumberger (Montrouge)

LA DIRECTION ET LA PAIX SOCIALE

C'est à bas prix que la direction des Compteurs a voulu acheter la paix sociale pour 1974.

En effet, depuis deux ans déjà, la direction essaie de mettre sur pied une politique contractuelle. Pour cela, durant l'année 1973, elle a constitué des « groupes de travail paritaires » pour discuter et élaborer un accord concernant l'ensemble du groupe Compteurs-Schlumberger. Cet accord prétendait régler le problème des salaires pour l'année 1974.

La totalité des organisations syndicales CGT, CFDT, CFTC, CGC et FO a participé à l'élaboration de cet accord, à l'exception de la section FO-Montrouge, qui dénonçait par avance la marchandise qui se préparait.

L'ensemble des discussions s'est terminé par une journée-marathon, en commission paritaire élargie aux usines de province.

Les propositions de la direction étaient simples : quatre augmentations, en mars, juillet et octobre 1974, ainsi qu'en mars 1975. La première augmentation est fixée à 2,5 %, la deuxième à 2,5 % majorées par un système d'échelle mobile calculée sur la moyenne de l'indice INSEE (1/3) et des indices syndicaux (2/3), celles d'octobre 1973 et de mars 1974 seraient chaque fois le complément entre les augmentations déjà touchées et les augmentations calculées selon les indices ci-dessus.

Ainsi, dans les faits, les salaires prendront à chaque fois un retard sur les prix et l'accord garantit donc, à coup sûr, une perte de pouvoir d'achat par tous les travailleurs du groupe. Un calcul rapide montre qu'un travailleur qui gagnait 1.500 F en début d'année touchera une augmentation à peu près égale à la moitié de celle qu'il aurait dû toucher si son salaire suivait réellement l'indice calculé, cet indice n'étant d'ailleurs lui-même qu'un pâle reflet de l'augmentation réelle des prix.

L'accord prévoit également une indexation plus faible pour le personnel d'encadrement et un calcul légèrement plus avantageux pour les salaires inférieurs à 1.400 F.

La direction a tout mis en œuvre (publication d'un encart sur les avantages d'un tel accord dans le journal destiné au personnel, distribution d'un numéro-« flash » à l'ensemble de la maîtrise, pressions de toutes sortes) pour que son chiffon de papier soit signé.

Pour maintenir leur pouvoir d'achat, ce n'est pas sur un contrat que devront compter les travailleurs. (Ph. L.O.)

Il faut croire que cela a eu un certain impact, puisque la CGC, la CFTC, la CFDT et FO des usines de province ont accepté, sans remettre en cause un point quelconque de l'accord, de le signer.

La CGT et FO-Montrouge ont refusé de signer et ont quitté la séance.

Depuis, à l'usine de Montrouge, ont été distribués une série de tracts des diverses organisations, pour expliquer et justifier les différentes positions. Les travailleurs, eux, sont restés en dehors du coup.

Ce qu'ils ont vu, et c'est bien l'essentiel, c'est que, pour l'année 1974, ce n'est pas sur un tel acord qu'ils devront compter pour maintenir leur pouvoir d'achat.

La CGT, qui obtient 50 % des voix aux élections de délégués du personnel sur l'ensemble du groupe et qui est largement majoritaire à Montrouge, se contente pour l'instant de faire circuler une pétition contenant de nouvelles propositions. Mais cela non plus n'a pas l'air d'enchanter les travailleurs.

Correspondant L.O.

Cité des 3000 (Aulnay-sous-Bois)

Les locataires de l'Aquillon organisent leur propre lutte

LE Logement Français avait pris la décision de ne pas augmenter les loyers, comme il l'avait annoncé pour le mois de janvier.

Mais il s'est rattrapé sur les charges, puisque celles-ci ont augmenté de 60 %, uniquement pour le poste chauffage, et de 50 % environ pour l'ensemble de ces charges.

L'Amicale des locataires de l'Aquilon a tout de suite réagi en appelant les locataires du quartier à se réunir afin d'envisager la riposte.

Les locataires dans leur ensemble étaient prêts à se battre pour mettre un coup d'arrêt à ces hausses. Ainsi les locataires, réunis à plus de cinquante, décidaient de former un Comité d'action, de refuser de payer la totalité des charges à dater de février et de mettre en avant des revendications visant à permettre le contrôle des contrats que le Logement Français a passés avec un certain nombre d'organismes.

Le plus remarquable a été la volonté de s'organiser des locataires.

Ils ont élu en assemblée générale quatorze responsables pour les représenter et organiser matériellement le mouvement. Ceux-ci sont révocables à chaque instant, afin que les locataires puissent les contrôler.

Actuellement, au moins cent familles, sur les trois cent cinquante que compte le quartier de l'Aquilon, participent au mouvement. A peu près autant de familles supplémentaires se sont déclarées prêtes à agir dès mars. Il faut dire que le Logement Français a annoncé très tard la brutale augmentation et le temps matériel pour démarrer l'action a fait que certains locataires ont payé février. Le Comité d'action s'est d'ailleurs fixé de regrouper en mars plus de 50 % des locataires du quartier.

Par ailleurs, dans la cité des 3.000, de nombreux locataires attendent sans payer le loyer de février que « quelqu'un » prenne en charge d'organiser l'action.

Une des raisons de cette illusion est que le PCF a lancé un mot d'ordre de suspension de l'augmentation des charges sur tout Aulnay nord, mais... sans rien tenter d'organiser matériellement.

Cette situation fait que des centaines de familles n'ont toujours pas réglé février. Cela a incité le Logement Français à envoyer à chaque locataire un texte dans lequel il se plaint de ne plus pouvoir y arriver... et dit qu'il serait amené à couper le chauffage si cette situation se prolongeait.

Cela n'a pas impressionné les locataires, qui ont été partagés entre la colère et l'amusement.

Les locataires de l'Aquilon, pour leur part, ont bien montré qu'ils ne comptaient que sur leurs propres forces.

En ce moment, ils s'adressent à tous les locataires des HLM du secteur Logement Français d'Aulnay, pour les inviter à prendre en charge eux-mêmes la défense de leurs intérêts et de ne compter sur personne d'autre. Le Comité d'action des locataires de l'Aquilon tient une permanence tous les jours de la semaine, depuis bientôt dix jours, afin d'accueillir, renseigner et aider tous les locataires des autres quartiers qui viennent leur rendre visite.

Pour peu qu'une proportion importante de ces familles s'engage dans la voie tracée par ceux de l'Aquilon, le Logement Français pourrait bien être obligé de reculer. En tout cas, l'expérience que les locataires de l'Aquilon sont en train de vivre ne sera pas perdue pour l'avenir.

Correspondant L.O.

Sagem (Argenteuil)

QUAND LA DIRECTION DÉCENTRALISE...

LA SAGEM a décidé la décentralisation, de l'usine d'Argenteuil à celle de Pontoise, de toute la division Télé-Informatique. Cette décision concerne environ cent cinquante travailleurs et ces derniers, en ce moment, voient ce que le patronat entend par politique de décentralisation.

Lors d'une réunion d'information, la direction a parlé à loisir de la ville nouvelle de Cergy, du grand air, de la belle usine... mais rien des soucis et des problèmes que cela va poser aux travailleurs.

Si cette décision arrange ceux qui habitent Pontoise, ce n'est pas le cas de la majorité. 70 % habitent Argenteuil et ses environs et, pour ceux-là, rien n'est prévu. Rien pour la compensation du temps de transport supplémentaire ; rien pour le paiement des frais de transport ; rien pour la création d'un car de ramassage entre Pontoise et Argenteuil ; rien pour la création d'une navette reliant la gare de Pontoise à l'usine, située en pleine nature, sans aucun transport en commun.

Pour la SAGEM, ces garanties n'ont aucune raison d'être, car : « elle n'impose à personne d'aller à Pontoise et donne le choix à chacun d'y aller ou de ne pas y aller ». **Drôle de choix, car elle se garde bien de donner des garanties sérieuses sur les mutations qui s'ensuivraient.**

La direction SAGEM sait très bien que les dessinateurs, les agents techniques, les professionnels (dont beaucoup font de la mise au point) tiennent à leur travail spécifique au Télé. Comme ils disent, le travail est plus « intéressant » au Télé que dans les autres divisions. Et finalement beaucoup d'entre eux hésitent avant d'accepter une mutation sur laquelle ils n'ont aucune garantie.

C'est sur cela que la direction compte et elle exerce ainsi une pression inadmissible.

Déjà une partie des travailleurs a accepté de partir à Pontoise, plutôt que de rester dans l'incertitude.

La SAGEM réorganise ses services et sa production mais, pour ce qui est des travailleurs, c'est à eux de se débrouiller individuellement.

Et, si ces derniers n'arrivent pas à imposer des garanties, ils risquent une fois de plus de faire les frais de la politique patronale.

Correspondant L.O.

Sochaux

En direct de l'agenda Peugeot

Chez Peugeot, comme dans beaucoup d'autres entreprises, la direction gratifie ses « col'aborateurs » d'un agenda maison, rempli de bons conseils pour devenir un - parfait - petit - agent - de - maîtrise - à - la - hauteur - de - ses - responsabilités. A chaque jour, non pas le saint du jour mais le bon-conseil du jour.

Comme les chronométreurs sont reparus dans le dos des travailleurs d'un secteur de carrosserie, le bulletin **Lutte Ouvrière** s'en est allé fouiner dans l'agenda et en a extrait la formule qui détermine la durée des tâches :

$$tr = \frac{t + 4\,tp + T}{6}$$

tr est le temps retenu, **t** le temps « **optimiste** », **T** le temps « **pessimiste** », et **tp** le temps qui, « **honnêtement, paraît le plus probable** ».

Conclusion : entre le temps optimiste, le temps pessimiste et quatre fois le temps probable, on voit six fois l'arbitraire de la direction.

Correspondant L.O.

Leroy-Somer (Angoulême)

CINÉMA PATRONAL

Il y a quinze jours, la direction a organisé au Gond une séance de cinéma (sur le temps de travail), film-débat sur l'entreprise, pour tous les embauchés de moins d'un an. Cent trente-cinq travailleurs étaient présents, plus les délégués syndicaux CGT, FO, CFDT. Le film a porté sur les phases du montage et de la fabrication d'un moteur, ainsi que sur l'environnement, les paysages autour des usines, Angoulême, tout cela pris sous le meilleur angle. Après le film, le délégué CFDT a entamé le débat en intervenant assez longuement pour dire que la direction n'avait montré dans son film qu'un côté des choses. Il a rappelé le nombre d'accidents du travail, dénoncé les conditions de travail, les brimades et le paternalisme pseudo-social de la direction. A la fin de cette intervention, le délégué FO a protesté en disant « **qu'on était pas ici à une réunion de délégués** » (!). Ensuite, le patron prenait toujours le délégué FO à témoin que tout marchait bien, ce qui a été remarqué par les travailleurs. Quelques ouvriers ont posé des questions revendicatives sur les transports, les conditions de travail, etc.

Au bout d'une heure, quand la réunion a tourné au monologue du directeur, le délégué CFDT s'est levé en disant à haute voix « **on en a marre, on se barre** », et **tous** les travailleurs sont partis avec lui, laissant le directeur au milieu de son discours.

Correspondant L.O.

Simca-Chrysler

Des licenciements expéditifs

CHRYSLER-FRANCE vient d'annoncer que, à cause de la « crise » de l'automobile, les travailleurs devraient chômer un jour par mois. Mais ce n'est pas la seule mesure que l'entreprise prend, car auparavant elle avait déjà commencé à licencier des travailleurs immigrés, soit en ne renouvelant pas des contrats de travail, soit, beaucoup plus grave, en les renvoyant sur-le-champ, sans avertissement !

Ainsi, depuis quelque temps, on voit les sbires de la direction procéder à ces licenciements comme à de véritables enlèvements, en particulier dans les foyers de la région mantaise, qui abritent nombre de travailleurs de Simca. Ils viennent chercher des ouvriers, en leur disant qu'ils sont mutés dans une autre usine Chrysler, sans dire laquelle. Les travailleurs concernés n'ont que le temps de faire leurs bagages, ils ne peuvent même pas dire à leurs camarades où ils doivent aller, ni même, souvent, les prévenir qu'ils partent. Et, toujours sous l'escorte de la « maîtrise-Simca », ils sont conduits jusqu'à Paris. Là seulement, ils apprennent qu'en fait de mutation, ils sont purement et simplement renvoyés ; que, du même coup, ils perdent leur logement du foyer Simca et qu'il ne leur reste plus qu'à retourner dans leur pays !

Dans ces conditions, complètement coupés de leurs camarades, ces travailleurs ne peuvent se défendre, et, pour la plupart, ils ne voient en effet pas d'autre solution que de partir.

Ces méthodes esclavagistes et policières sont bien dignes de la direction de Simca-Chrysler. Ces travailleurs sont ainsi renvoyés au mépris total de toute loi et de toute protection. Ajoutons que, malgré toute la propagande sur la prétendue « crise », les cadences n'ont nullement diminué. La direction, au contraire, profite de la situation pour augmenter les charges de travail. Et la menace de licenciement expéditif que Simca-Chrysler fait ainsi peser sur chacun crée un climat d'inquiétude rendant la riposte difficile

Correspondant L.O.

Pedernec :

11e semaine de grève

Après l'échec des négociations de Guingamp qui, rappelons-le, se sont terminées par l'intervention des gardes mobiles pour « libérer » Doux et ses acolytes, après l'échec de la commission de conciliation de Rennes ayant eu lieu au bout de sept semaines de grève — échec dû à l'intransigeance de la direction —, les ouvriers des établissements Doux ont décidé par un vote à bulletin secret, par soixante voix contre une, la poursuite de la grève (une quinzaine d'ouvriers ayant entre-temps repris le travail). Et ils sont plus que jamais décidés à tenir bon, d'autant plus que la solidarité s'étend à toute la région maintenant. (Plus de douze millions d'AF ont été récoltés depuis le début du conflit.)

Malgré les menaces du patron, les travailleurs s'organisent dans la grève. Ils ont en effet, depuis le 8 février, remis en route une chaîne clandestine d'abattage de poulets, artisanale bien sûr... Cette décision témoigne de la volonté de lutte qui anime les ouvriers de chez Doux.

Aux dernières nouvelles, un médiateur vient d'être nommé par le préfet des Côtes-du-Nord qui l'a choisi « à cause de son sens de l'humain » !

(Ph. Guisnel-Fotolib)

DANS LES SERVICES PUBLICS

Après la grève aux Chèques Postaux (La Source)

A la suite de la délégation de près de soixante-dix personnes à la direction des PTT sur le problème des mutations et des cadences aux services Impressions et Commandes (voir LO n° 285), la grève de 24 heures a été suivie par 98 % du personnel de ces services, le jeudi 7 février.

Le matin de la grève, c'est près de trente personnes qui se sont retrouvées au piquet de grève à partir de 5 h 45. Nous n'avions pas vu ça aux Chèques depuis 1968. Dans la matinée, l'assemblée générale décidait de se rendre sur le marché de La Source. La manifestation partait à 10 heures ; tous les autres services se mettaient aux fenêtres pour la regarder partir. Mais le lundi suivant, c'était la douche froide.

L'administration, qui avait mal digéré la grève, convoquait quelques responsables syndicaux et annonçait les mesures suivantes :

Aux Impressions :

— quarante et une suppressions d'emplois ;

— rien sur les conditions de travail, alors que les employés travaillent dans le bruit, emploient des produits toxiques, etc.

Aux Commandes :

— soixante-huit suppressions d'emplois ;

— suppression du service de 8 h 15 ;

— augmentation des cadences (jusqu'à 1.500 carnets par jour, la moyenne actuelle étant de 400).

Une assemblée du personnel était convoquée dès le lendemain matin par les trois organisations syndicales, qui ne proposeront rien aux employés. La CGT et la CFDT appellent juste à continuer l'action... et, ça tombe bien, il y a justement une journée nationale d'action dans les PTT le 19 février...

Mais, bien que le personnel soit plutôt démoralisé par les mesures prises par l'administration, beaucoup d'employés refusent les cadences. Aux Commandes, nous ne vérifions pas plus de carnets qu'avant la grève. Si bien que nous en sommes à cinq jours de retard et que l'administration est bien obligée de nous garder dans le service. Aux Impressions, le directeur a essayé le chantage : « Si vous ne faites pas d'heures supplémentaires, c'est le service tout entier qui repartira à Paris ». **C'est tout simplement du bluff. Les employés l'ont d'ailleurs vite compris et ils ont refusé les heures supplémentaires.**

Autant dire que l'administration n'a pas encore gagné et qu'elle lorgne d'un mauvais œil les « meneurs » !

Correspondant L.O.

Chèques Postaux (Paris)

Mutations scandaleuses d'Orléans à Paris

Dernièrement, au centre de Chèques Postaux de Paris-Montparnasse, une quinzaine d'employées ont été mutées, en provenance du centre de La Source, à proximité d'Orléans.

C'est incroyable ! Alors que, sur Paris, l'administration a annoncé son intention de supprimer six mille postes de travail, alors que déjà certaines d'entre nous ont été mutées en province et que des auxiliaires ont été contraintes de s'en aller.

Voilà qu'on fait venir du monde d'un centre situé à plus de cent kilomètres. Les quinze employées habitent avec leur famille dans des logements situés à proximité immédiate du centre de La Source et voilà qu'elles sont contraintes d'effectuer tous les jours quatre heures de trajet pour venir sur leur nouveau lieu de travail à Paris.

Et le comble, c'est qu'on devait les muter dans un service de perforation, alors que la section perforatrice dans ce centre n'est pas encore en fonctionnement.

Alors, pour les occuper malgré tout, on les a mises, en attendant, dans un autre service. Et, à La Source, les postes de ces quinze employées ont été occupés par d'autres travailleuses.

C'est absurde ! C'est incohérent ! Mais, en attendant, ce ne sont pas les responsables de cette pagaille qui en font les frais, mais, une fois de plus, ce sont des employées qui perdent quatre heures par jour, à cause de l'incurie de l'administration.

Correspondant L.O.

La SNCF traite les travailleurs immigrés comme du bétail

Depuis longtemps, la SNCF emploie, en plus des effectifs normaux, des travailleurs immigrés, qu'elle embauche sous contrat sans leur donner aucune des garanties prévues par le statut « cheminots ».

Comme la plupart des jeunes cheminots, ces camarades sont logés par la SNCF dans des foyers de célibataires. Mais, dans leur cas, c'est plutôt « parqués » que « logés » qu'il faudrait dire.

C'est ainsi qu'à Villeneuve-Triage ces camarades doivent vivre dans des ateliers désaffectés où le chauffage est souvent insuffisant, quand il n'est pas en panne. Dans ces ateliers, il n'est pas question de chambres individuelles, mais de boxes de deux mètres sur trois, isolés les uns des autres par des parois de contreplaqué à hauteur d'homme. Quant aux installations sanitaires, elles sont des plus élémentaires, à tel point que, dans l'un des bâtiments, il n'y a aucun WC. Ajoutons pour compléter le tableau que ces bâtiments se trouvent sur un terrain isolé qui n'est plus entretenu depuis longtemps.

Cet exemple scandaleux n'est pas unique, loin de là. Parce que nos camarades sont immigrés, la SNCF se permet de les traiter comme du bétail. Mais ils commencent à avoir assez de ce genre de traitement et il n'est pas dit que la direction puisse continuer longtemps à leur imposer de telles conditions de vie.

Correspondant L.O.

dans les hôpitaux

Hospices civils de Lyon :

POUR INFORMER LA POPULATION DE LA SITUATION LA CGT PUBLIE UN LIVRE BLANC

DEPUIS la grève de juin dernier, la situation ne s'est pas améliorée, loin de là. Les démissions sont toujours nombreuses et il y a de plus en plus de lits fermés. Par exemple, à la Croix-Rousse, dans un service d'insuffisants respiratoires, la moitié des lits sont fermés et la situation n'est guère meilleure dans les autres services ; sans compter deux autres services qui sont complètement fermés.

Malgré ces fermetures, le personnel est toujours en nombre très insuffisant, ce qui empêche l'application des nouveaux horaires dans bien des services.

Devant l'aggravation de la situation, le syndicat CGT des HCL a élaboré un Livre Blanc des professions paramédicales, à partir de témoignages recueillis dans tous les hôpitaux, afin de faire connaître aux malades et au public le scandale des hôpitaux.

Une conférence de presse a été organisée pour présenter le Livre Blanc. Une centaine de personnes (la plupart des hospitaliers) était présente et la salle était trop petite pour contenir tout le monde. Il y eut beaucoup de questions : certains reprochaient de parler presque uniquement des infirmières dans le livre, d'autres s'inquiétaient de savoir comment on allait le diffuser. La discussion a été animée. Des responsables CGT ont essayé de conclure sur le Programme Commun mais n'ont pas rencontré beaucoup d'échos.

Maintenant, il nous reste à utiliser le Livre Blanc pour informer la population de la politique désastreuse du gouvernement en matière de santé.

Correspondant L.O.

Hôpital La-Grave (Toulouse)

UNE PÉTITION CONTRE LE MANQUE DE PERSONNEL

Dans cet hôpital, comme dans la majorité des hôpitaux de France et de... Navarre, un des problèmes cruciaux est celui du manque de personnel. Mais si ce problème a pris plus d'importance dans cet hôpital, et plus spécialement dans le service maternité, c'est que le manque d'effectifs empêchait le personnel de prendre les quatre jours de congés supplémentaires, obtenus grâce à la grève de juin.

A l'initiative d'une militante de la CGT une pétition a circulé dans le service et en deux jours a recueilli cinquante signatures. Il était réclamé par les signataires l'embauche d'effectifs. Après une délégation auprès de la direction des hôpitaux toulousains, puis auprès de la direction de la Grave, six personnes étaient acordées au service. Mais il y a un hic : ces personnes ne sont là qu'à titre provisoire. Nous comptons bien être capables d'imposer à la direction que ce provisoire devienne définitif.

Correspondant L.O.

MÉTRO : DE PIRE EN PIRE

(Ph. L.O.)

LA R.A.T.P. RENTABILISE

Vous ne vous en êtes peut-être pas aperçus, mais le métro « se modernise ». De nouvelles lignes, à part le RER, ont-elles été construites ? La banlieue est-elle sillonnée par un nouveau réseau ? Les rames sont-elles moins bondées ? Non, bien sûr. En cherchant bien, on note quelques petites nouveautés : de la céramique de couleur dans certaines stations, diffusion de musique douce dans quelques correspondances. A part cela, les millions de voyageurs qui s'entassent à huit au mètre carré aux heures de pointe doivent toujours perdre chaque jour des heures pour parcourir les kilomètres qui séparent leur domicile de leur lieu de travail.

Eh bien, même si vous n'y avez vu que du feu, la RATP modernise quand même. C'est elle qui vous le dit. Et chiffres en main : mille huit cents postes ont déjà été supprimés sur le réseau, mille sept cents autres le seront bientôt. Ah mais ! Si ce n'est pas cela, « moderniser », qu'est-ce que c'est ? Et ceux qui osent prétendre que ça ne se voit pas sont franchement de mauvaise foi : le contrôle des billets n'est-il pas devenu automatique ? A grand renfort de milliards, n'a-t-on pas mis au rencart ces fameuses petites boîtes, les « BC 35 », qui, scandale, permettaient trop facilement de voyager gratis, pour les remplacer par un contrôle magnétique dernier cri ?

Effectivement, il faut bien le reconnaître. La seule chose que la RATP ait spectaculairement modernisé, c'est le racket de l'usager. A cet égard, rien à dire !

Pour le reste, le seul but de la Régie, c'est de réduire le personnel afin de « rentabiliser » le service. Que les usagers, les employés du métro, la sécurité en pâtissent, peu importe. Et, si les agents de la RATP ne sont plus employés à faire des petits trous (personne ne s'en plaindra), on ne les trouvera plus, non plus, pour donner un renseignement. C'est bien simple, il n'y en aura pratiquement plus dans les stations pour assurer les tâches techniques indispensables et la sécurité minimum : à partir de cette année, toutes les opérations en station vont être automatisées pour parvenir au système de « l'agent unique », chargé à lui tout seul de surveiller les appareils de contrôle (c'est ce genre de tâches qu'on ne sacrifie jamais à la RATP), de délivrer les billets, de renseigner mais aussi de surveiller les quais par un système de télévisions installées dans la recette.

Dans les stations de correspondance, un seul chef de station aura la garde des quais sur plusieurs lignes en même temps. Ce ne sera plus le moment de se trouver mal au heures de pointe ! Par exemple, à République, la plus grosse station du réseau puisque cinq lignes la desservent, le projet de « modernisation » prévoit de ne laisser qu'un chef de station pour les lignes 3, 5 et 11 et un sous-chef pour les lignes 8 et 9.

Les ateliers chargés de l'entretien voient eux aussi leurs effectifs diminués. Et là, le prétexte de « modernisation » ne peut même pas être invoqué. Résultat : les visites et l'entretien du matériel, les réparations faites sur place sont de moins en moins régulières ; le matériel, en cas d'avarie, est purement et simplement renvoyé au constructeur. Cela fait peut-être marcher les firmes privées, mais le nombre de rames que l'on retire inopinément de la circulation, faute de matériel en bon état, augmente continuellement. Ne vous étonnez donc pas d'attendre plus longtemps le métro et de vous retrouver dans une rame bondée, même aux heures creuses !

Les plans de réduction du personnel sont au point, on ne peut pas dire le contraire. Mais il n'est pas question de reclasser les agents concernés pour d'autres tâches techniques utiles et nécessaires à l'entretien et au fonctionnement correct du réseau actuel. Quant à les utiliser pour agrandir le réseau, vous n'y pensez pas !

Le seul domaine où il est prévu de recycler les agents dont le poste est supprimé, c'est le Contrôle volant ! Et comme bon nombre de travailleurs du métro répugnent à se convertir à ce boulot de flic, ils démissionnent d'eux-mêmes.

La belle modernisation !

Correspondant L.O.

Moins de personnel, plus de flics !

Plus ça va, plus les conditions de travail des agents se dégradent, plus les conditions de transport des voyageurs deviennent déplorables et plus les incidents entre les uns et les autres se multiplient.

D'autant que, non contente de laisser se détériorer le service qu'elle est censée lui rendre, la Régie provoque l'usager par un tas de tracasseries : embuscades derrière les portillons, invasion des wagons aux heures creuses par les Contrôles volants, quand ce ne sont pas les membres de la « maffia », ces flics en civil de la RATP qui, au détour d'un couloir ou d'un escalier, surveillent, contrôlent, collent une amende pour une carte hebdomadaire non signée, etc.

Car si la Régie économise sur le personnel, sur les flics elle ne lésine pas. De plus en plus, si elle tend à diminuer les tâches techniques des agents, par contre elle augmente leurs tâches de gardiennage, de mouchardage et autres sales fonctions.

Et les flics maison ne sont pas les seuls à proliférer dans le métro ; ceux de la préfecture aussi. Ainsi, il y a deux mois, la RATP a annoncé que dans six stations, Nation, Etoile, Réaumur, Stalingrad, Italie et La Motte-Picquet, des locaux spéciaux allaient leur être aménagés. Et ce n'est pas fini, à la suite des récents incidents, elle a relancé une demande pour qu'une brigade de trois cents flics et soixante inspecteurs soit affectée au métro !...

S'il est vrai qu'il y a donc un certain nombre d'incidents qui se produisent entre le personnel et les usagers, la direction attire démagogiquement l'attention sur ce problème, laissant dans l'ombre les multiples incidents, bien plus nombreux, provoqués par le mauvais état du matériel du réseau, par le non-respect des mesures de sécurité élémentaires.

Les syndicats pratiquent d'ailleurs la même démagogie. Le syndicat autonome perd toute retenue en la matière en réclamant plus de flics et... des matraques pour les agents !

En réalité, il y aurait déjà beaucoup moins d'incidents si le métro était gratuit. (Des spécialistes ont depuis longtemps ca'culé que cela reviendrait moins cher à la RATP que d'entretenir un personnel pour distribuer, poinçonner et balayer les tickets, ou des machines à composter aussi coûteuses qu'inutiles.) Cela supprimerait d'emblée les heurts les plus courants, sans compter que les employés du métro n'auraient pas à rester seuls le soir à garder la recette de la journée dans la station, offrant ainsi une cible particulièrement vu'nérable.

La sécurité sacrifiée

(Ph. L.O.)

Rentabilité oblige, on économise sur tout, et d'abord sur la sécurité. Il fut un temps où le métro était réputé pour être particulièrement sûr, les accidents rarissimes. Cette époque est révolue. Et aujourd'hui la sécurité dans le métro devient un mythe.

Voici quelques exemples :

Station Louis-Blanc

Comme dans d'autres terminus, lors des manœuvres de gare, les rames ne sont plus couvertes que par un seul signal, afin de permettre une rotation plus rapide des rames.

A Louis-Blanc, deux trains peuvent quitter en même temps leur quai respectif et se diriger vers le même tronçon de voie. Seul le train manœuvrant rencontre un signal. Et, comme d'autre part il n'y a aucun dispositif pour empêcher un train, en cas de défaillance humaine ou matérielle, de continuer sur sa lancée, l'inévitable se produit tôt ou tard : au mois d'octobre dernier, il y a eu un tamponnement faisant une vingtaine de blessés. La RATP n'a guère fait de publicité sur les causes de l'accident...

A Créteil-L'Echat

De même, dans les stations, le matériel de sécurité est rationné. Les escaliers mécaniques, par exemple, devraient être muni deleur propre interrupteur, facilement accessible aux voyageurs en cas d'incident. Mais comme, dans ce cas, un agent de la station doit se déplacer, cela pose des problèmes dans les stations où le système de l' « agent unique » est instauré. Ce dernier, en effet, est coincé dans sa recette et ne peut pas se déplacer.

La Régie a trouvé une solution aussi simple qu'ingénieuse à cet obstacle : soit elle fait supprimer tout bêtement l'interrupteur, soit elle les fait placer suffisamment haut pour que personne ne les voie.

C'est ainsi qu'il y a quelque temps, à la nouvelle station Créteil-l'Echat, un voyageur qui voulait venir en aide à quelqu'un en difficulté sur l'escalier mécanique n'a eu d'autre ressource que de tirer une baguette d'urgence placée sur le quai... coupant le courant sur toute la ligne !

De plus en plus d'accidents

Les équipes des roulants sont insuffisantes, leurs horaires de plus en plus aberrants, les cadences de rotation sur les lignes exténuantes. Résultat : après plusieurs heures de travail sur les nerfs pour tenir les horaires, les réflexes des conducteurs sont diminués, et, en fin de journée, les signaux brûlés ne se comptent plus. Là, un train s'engage dans une voie de garage avec des voyageurs ; ici, un train part alors que l'aiguillage n'est pas changé et s'arrête à six mètres d'une rame venant en sens inverse sur la même voie.

Ou encore : faute de personnel pour le vérifier, du matériel défectueux est remis en circulation. C'est ainsi qu'un train sur la ligne 7 bis (Châtelet - Porte des Lilas) a perdu... une roue !

L'héritage colonial de l'Amérique Latine

de Stanley et Barbara Stein

LE livre de S. et B. Stein se présente comme une analyse de la dépendance économique de l'Amérique Latine, héritage de la colonisation lointaine sous l'égide des puissances occidentales puis de l'impérialisme nord-américain. Cependant, beaucoup moins qu'une analyse, ce livre nous propose une série de généralités et une sorte de compilation désordonnée de l'histoire des pays d'Amérique Latine. Remontant très loin dans le passé, jusqu'à la découverte des « Indes occidentales » par les grands navigateurs espagnols, les auteurs abordent à peine la période contemporaine, se contentant alors de nous livrer quelques descriptions assez peu précises des structures économiques et sociales des pays sud-américains aujourd'hui. La succession de ces chapitres trop brefs qui se refusent toujours à entrer dans les détails, à rapporter des faits capables d'illustrer clairement les généralités énoncées, le caractère tronqué, haché de l'ensemble nous laisse sur une impression de décousu et de superficiel. Le lecteur qui chercherait dans ce petit livre à acquérir une meilleure connaissance et compréhension de l'Amérique Latine, hier et aujourd'hui, resterait sur sa faim.

L.P.

L'Héritage colonial de l'Amérique Latine **de Stanley et Barbara Stein. Ed. Maspéro - Textes à l'appui - 28 F.**

Une misère dont la colonisation et l'impérialisme sont responsables. (Ph. UPI)

L'EXECUTION

de Milovan Djilas

MILOVAN DJILAS est un ancien dirigeant du Parti Communiste Yougoslave. Compagnon de Tito pendant la Seconde Guerre mondiale, il va entrer en opposition au régime au début des années 50 pour finalement démissionner du Parti Communiste en 1954. Il publie alors La Nouvelle Classe dirigeante, **ouvrage où il attaque violemment la dictature titiste. Critiquant le stalinisme au nom du retour à une démocratie bourgeoise de type occidental, Djilas est actuellement emprisonné en Yougoslavie.**

C'est en prison qu'il a écrit L'Exécution. **Il s'agit d'une suite de nouvelles dont la plupart sont des souvenirs de la lutte des partisans du PC contre les armées allemande, italienne et les groupes yougoslaves d'extrême-droite qui se sont affrontés sur toute l'étendue du territoire yougoslave.**

Ces nouvelles sont intéressantes à plus d'un titre. D'abord parce qu'elles montrent ce que fut le combat du PC yougoslave. Combat avant tout contre l'occupant étranger, appuyé sur la paysannerie où la classe ouvrière n'apparaît jamais. Et le nationalisme du PC est si exacerbé qu'il n'hésitera pas par exemple à faire exécuter la femme d'un de ses dirigeants pour la simple raison que, prisonnière, elle a osé sympathiser avec un médecin italien qui l'a soignée et lui a sauvé la vie (L'Etrangère).

Par contre, si la popularité des partisans yougoslaves est grande, c'est qu'ils sont les seuls à s'élever contre les massacres traditionnels que commettent les unes contre les autres les différentes nationalités du pays : Serbes, Croates, Albanais, Monténégrins, etc.

Le PC les accepte tous dans ses rangs, sans discrimination aucune. Et comme le dit un vieux paysan qui vient avec sa petite-fille trouver refuge parmi les partisans titistes, il veut rester avec eux non pas parce qu'il est spécialement attiré par les idées communistes mais parce que ce sont les seuls à ne pas massacrer les civils, les femmes, les enfants, les vieillards (Le grand-père et la petite-fille).

Une suite de nouvelles vivantes qu'on a plaisir à parcourir même si on ne partage pas les idées de l'auteur.

J.L.

Tito et un de ses lieutenants, Moses Pijade, durant la Deuxième Guerre mondiale. (Ph. Viollet)

L'Exécution, de Milovan Djilas - Livre de Poche nº 3625 - 4 50 F.

SOUVENIRS D'UN PERRUQUIER

Giovanni Germanetto

VINGT CINQ ANNEES DE LUTTE D'UN REVOLUTIONNAIRE ITALIEN

RÉSUMÉ

Les Souvenirs d'un perruquier, **édités pour la première fois en 1930, relatent la vie de l'auteur, militant socialiste du début du siècle, qui contribua à la naissance du Parti Communiste d'Italie.**

Infirme d'une jambe, Germanetto doit se résigner à la carrière de barbier. Mais c'est dans cette boutique de coiffeur qu'il assiste à de vives discussions politiques et se range d'emblée du côté socialiste. Il devient propagandiste des jeunesses socialistes dans les villages de la région.

Après quelques déboires avec la police, Germanetto trouve du travail à Turin. Les coiffeurs sont très peu organisés et notre militant socialiste entreprend de se faire respecter par la clientèle. Il réussit finalement à monter une union professionnelle des coiffeurs qui organise la grève. Elle est en partie victorieuse. N'ayant plus de travail à Turin, Germanetto trouve une place chez un coiffeur clérical de Fossano. Très vite la boutique se transforme en un véritable club politique. Germanetto et quelques ouvriers qui l'ont rejoint fondent une section socialiste qui décide d'organiser des meetings dans les villages voisins.

La Première Guerre mondiale éclate bientôt.

Tandis que Germanetto milite dans les rangs du PSI, les mouvements ouvriers se développent. C'est ainsi qu'il assiste au soulèvement de Turin.

Puis il participe au Congrès du Parti Socialiste à Florence, où il se rend compte des faiblesses de ce parti.

C'est alors qu'éclate la révolution russe qui, d'emblée, attire la sympathie des travailleurs. Quelque temps plus tard, l'armistice est enfin signé. Mais si les affres de la guerre s'éloignent, le combat pour la libération sociale, lui, restait encore à mener.

Germanetto se rend de village en village défendre les idées du Parti Socialiste. Partout, l'espoir, la volonté d'en finir avec la misère et l'exploitation se fait jour.

A Turin, se fonde l'Ordine Nuovo **ayant pour rédacteurs Gramsci, Togliatti, Tasca. D'emblée, le groupe, exprimant la combativité ouvrière montante, se heurte à la bureaucratie syndicale et politique du PSI.**

Dès avril 1920, nombre de mouvements préludent à la vague de grèves avec occupation d'usines qui, dès août, va déferler sur toute l'Italie.

Après que le Parti Socialiste eut bradé le mouvement et laissé la réaction reprendre espoir et organiser ses bandes fascistes, les révolutionnaires italiens se séparent, à Livourne, en 1921, des réformistes et fondent le Parti Communiste d'Italie, section de la III^e^ Internationale. Germanetto est secrétaire de la fédération de Coni et, à ce titre, mène la lutte contre les fascistes et la police qui les couvre.

(24)

Un matin je fus arrêté et conduit à San Carlo. La on m'amena devant le général Zamboni, le premier préfet de police fasciste de Turin.

— Où avez-vous été jusqu'ici ?

— A Turin.

— Où demeuriez-vous ?

— Je refuse de répondre à cette question.

— Parfait ! Conduisez-le à la « Nouvelle », ordonna le général.

— Pourquoi suis-je arrêté ?

— Vous avez le toupet de le demander ? Comme si vous ne le saviez pas !

— J'ai le droit de connaître le motif officiel...

— Emmenez-le ! fit le général en colère.

Et l'on me poussa dehors.

Quelques heures après commença mon voyage par Turin dans le fameux panier à salade. La voiture devait s'arrêter à tous les commissariats pour y prendre les gens arrêtés et les transporter à la prison. Partis à dix heures du matin, nous n'arrivâmes qu'à trois heures de l'après-midi à la « Nouvelle ».

Le fourgon était divisé en petites cellules destinées chacune à une personne, mais où en réalité on en mettait deux. La cellule qui se trouvait en face de la mienne était occupée par deux femmes : une prostituée, d'origine hollandaise, et une diseuse de bonne aventure. La prostituée pleurait à chaudes larmes :

— Qu'est-ce qu'on va faire de moi ? disait-elle. Est-ce qu'on va me garder longtemps ? Je suis une étrangère, ils doivent en tenir compte ; et puis la Hollande est l'amie de l'Italie.

Sa compagne la consolait :

— S'il ne faisait pas si noir ici, je te tirerais les cartes, et tout de suite tu saurais tout.

— Est-ce qu'on va nous mettre ensemble ?

— Si on nous met ensemble, je te ferai le grand jeu. Je peux aussi, sans les cartes, prédire l'avenir, par les lignes de la main. Tu as de l'argent ?

— J'en avais, mais les carabiniers me l'ont pris.

Nous voilà devant la grande porte : « Prison Nouvelle ».

Après les formalités habituelles et une fouille minutieuse, au cours de laquelle on me retira mes bretelles, mes lacets de souliers et ma cravate — on voulait aussi m'enlever ma canne, mais comme elle m'était absolument nécessaire pour marcher,

on me la laissa — je fus conduit dans ma nouvelle demeure, la cellule n° 13.

Les rayons du soleil filtraient à travers la grille de l'œil-de-bœuf du corridor et, au premier abord, la prison semblait presque gaie. La porte de la cellule se referma sur moi avec son bruit métallique. Je suis depuis longtemps accoutumé à ce bruit ; pourtant, chaque fois, il produit sur moi une impression pénible.

Ma cellule, humide, sombre, exiguë, ressemblait à toutes les autres. Elle était pour une personne, mais quand j'y entrai, il y en avait déjà deux.

Nous nous saluons.

A la façon dont je me dirige vers un coin pour y ranger mes affaires, l'un des détenus reconnaît en moi un habitué et dit en souriant :

— On voit que tu n'es pas un bleu.

Il est assis sur l'unique siège : un carré de bois fixé au mur ; il mange. L'autre est étendu sur une paillasse. A côté de lui, une écuelle de soupe ; il ne mange pas, mais il ne dort pas non plus.

— Oui, dis-je, je suis un cheval de retour.

— Tu fais les poches ? me demanda mon interlocuteur, la bouche pleine.

— Non, je suis un « politique ».

Le détenu qui est couché m'observe attentivement, tandis que l'autre sourit d'un air de pitié et d'admiration.

— Quels drôles de types vous faites, vous autres, les politiques ! Je ne comprends pas le plaisir que vous pouvez trouver à venir ici sans avoir **travaillé...**

Et, voyant que je regarde son compagnon, il ajoute :

— Un mendiant, pouilleux et sourd comme un pot. Hier je croyais qu'il jouait la comédie, mais maintenant je sais qu'il n'entendrait pas un coup de canon. Tu peux parler librement.

— Que veux-tu que je te dise... — commencé-je.

— Vous êtes heureux, vous, m'interrompit-il, vous êtes toujours tranquilles. Au lieu que nous, il faut être constamment sur nos gardes, dissimuler nos traces.

— Oui, évidemment, acquiescé-je.

Mon interlocuteur est, manifestement, en veine de confidences.

— Toi, je peux tout te dire : vous autres, socialistes, vous ne mouchardez pas. Cette fois, je n'ai pas eu de chance, j'ai été pris sur le fait. Je te dirai pour ta gouverne que je suis un spécialiste : je travaille sur les monuments.

Et remarquant que je ne comprends pas, il explique :

— Oui, un spécialiste pour le vol des monuments. Ça ne fait de mal à personne. Qu'est-ce que ça peut bien f... si la plaque de bronze de la statue de Cavour disparaît, ou s'il manque quelque chose à Victor-Emmanuel II, surnommé le « père de la patrie » parce qu'il a eu un tas de maîtresses et d'enfants illégitimes, ou bien encore si, un matin, on ne retrouve plus les chaînes qui entouraient un monument ? Pour moi, c'est du pain : le bronze est cher maintenant. Et, à dire vrai, est-ce que c'est pas mieux que ces chaînes aillent dans une usine, dans un moulin ou ailleurs et servent à quelque chose d'utile ?

Mon compagnon est visiblement satisfait de son érudition et regarde l'effet produit sur moi. Puis il m' « emprunte » un cigare et reprend, volubile :

FEUILLETON

— Non, j'ai pas eu de veine. J'avais déjà un plein sac de chaînes, de bonnes chaînes, pas une de rouillée... Tout à coup j'entends des pas... Je me retourne : *Dio fauss* (1) ! les « jumeaux (2) » ! J'essaye de me cavaler, mais va te faire f... ! A l'interrogatoire, j'ai quand même eu le juge, seulement pas un mot à personne, hein ? Tu as compris ?

Et, regardant le voisin, il baisse la voix :

— Je lui ai donné un faux nom. C'est-à-dire que le nom existe, mais n'est pas le mien. C'est celui de mon plus cher ami, un bon garçon, un ouvrier, à qui j'ai **emprunté** ses papiers. On ne sait jamais... Il vaut mieux prendre ses précautions, n'est-ce pas ? Et voilà : maintenant on m'a pincé et mon compte est bon... Mais si on me jugeait sous mon nom véritable, ce serait bien pis, car je suis un récidiviste. Tu saisis ?

Il me cligne de l'œil et, content de lui-même, il se frotte les mains.

Des clés grincent dans la serrure : c'est l'appel du soir. Entrent deux gardiens avec le surveillant en chef. Ils inspectent la cellule, vérifient les barreaux de la grille.

— Quel est ici le nouveau ? demande le chef.

— C'est moi.

Il me toise d'un air de supériorité.

— Communiste ?

— Oui.

— Attendez, je vous en flanquerai, moi, du communisme !

Et il s'éloigne en roulant des yeux menaçants.

Le lendemain matin, on emmène le « spécialiste » devant le tribunal. Il s'en va joyeux et me dit en partant :

— Je n'en aurai pas pour longtemps, je reviens prendre mes frusques, et vive la liberté ! Prépare-moi les adresses de tes parents et connaissances, j'irai les voir, leur donner de tes nouvelles. Il faut bien s'entraider, que diable !

La journée coule lente, interminable comme toutes les journées de prison ; l'inspection des cellules, le nettoyage, la soupe, la promenade, tout cela m'est connu, familier, comme un mauvais rêve qui se répète. Je marche, je fume... Mon voisin mange ou dort. Dans l'intervalle il cherche dans sa tête et dans sa barbe touffue les poux qui y fourmillent et, avec un plaisir visible, les écrase de l'ongle sur le sol dallé.

Le soir, la porte s'ouvre. C'est le « spécialiste ». Il a l'air furieux. Il entre sans saluer personne et, tout de suite, se met à marcher rageusement de long en large par la cellule sans nous regarder.

— Qu'est-ce qu'il y a ? lui demandai-je. On t'a découvert ?

— Comptez donc sur les amis ! dit-il en s'arrêtant brusquement. Ayez confiance en eux ! Ce coquin, cette canaille, cette fripouille dont je te parlais hier, je pensais que c'était un homme comme il faut, mais cette crapule, c'est un criminel, et la police le recherche. J'ai attrapé pour lui le maximum, plus que je n'aurais attrapé pour moi-même... Fripon, chenapan !

Et, sincèrement indigné, il va vers sa paillasse et se couche.

Le silence. Le silence lourd de la prison, troublé seulement par le pas régulier des gardes et le « qui va là ? » des sentinelles.

Les douze heures de lit réglementaires commencent.

Le lendemain, je fus transféré de la cellule n° 13 dans une cellule particulière. On ne me menait toujours pas devant le juge d'instruction, et il m'était interdit d'écrire des lettres. Je me creusais la tête, me demandant quel pouvait être le motif de ce traitement inaccoutumé.

Enfin on me notifia que j'allais partir. Pour quelle destination ? Pas de réponse. Je me dis qu'on allait probablement me conduire à Rome pour le procès. Mais pourquoi ne m'interrogeait-on pas ? Je ne savais rien de ce qui se passait au dehors. Je n'en eus des nouvelles que dans le « panier à salade » par un réclusionnaire, vieillard propret et sympathique. Il me raconta qu'on procédait à de nombreuses arrestations, surtout parmi les ouvriers, que les fascistes brûlaient les coopératives, maltraitaient et tuaient les gens, sans épargner les femmes ni les enfants, détruisaient et pillaient les habitations...

— Quels salauds ! disait le vieux.

— Attention ! lui fis-je observer, si par hasard un fasciste t'entendait...

— C'est impossible, on ne les met pas en prison.

— Tu es ici pour longtemps ? lui demandai-je.

— Oh ! pour trois jours *sardes,* répondit-il.

Et, voyant mon regard interrogateur, il expliqua :

— Trois jours sardes, ça veut dire : aujourd'hui, demain et... toujours. Je suis un condamné à perpétuité. J'ai déjà fait six ans... C'est pour un meurtre. J'ai tué et je paye, mais un peu cher. Il y en a maintenant qui en font bien davantage, qui assassinent et qui volent, et qu'on laisse en liberté. Mais je suis déjà vieux...

XXIX

VOYAGE EN ITALIE... EN WAGON CELLULAIRE

Une des pires tortures infligées aux prisonniers est le voyage en wagon cellulaire. C'est Giolitti, me semble-t-il, qui en est l'inventeur, comme d'ailleurs de beaucoup d'autres « perfectionnements » dans le régime des détenus. J'ai fait plusieurs délicieux voyages dans ces conditions.

J'ai rencontré à l'étranger quantité de gens qui parlent avec enthousiasme des beautés de mon pays : Rome, Venise, Capri, la Riviera... ! Mais ils ne se doutent pas que, sur quarante millions d'Italiens, trente-neuf millions trois quarts ne connaissent pas l'Italie, et si quelques-uns d'entre eux l'ont parcourue, ç'a été en wagons à bestiaux pendant la guerre, ou en wagons cellulaires.

Un voyage dans ces conditions est extrêmement lent et pénible. Il se fait par étapes, avec des arrêts interminables et une vitesse des plus réduite. Ainsi, pour aller de Garessio à Fossano, villes distantes l'une de l'autre de moins de quarante kilomètres, il me fallut une fois trois jours entiers. De Rome à Turin il y a six cent soixante kilomètres. L'express qui part de Turin à huit heures quinze du soir arrive à Rome le lendemain matin à sept heures et demie, soit un trajet de moins de douze heures. Le train omnibus parcourt la distance en dix-huit heures. Nous, nous mîmes plus d'un mois.

Je dormais profondément sur ma paillasse quand on m'éveilla. Un gardien avec une lanterne et un trousseau de clés était devant moi.

— Habillez-vous rapidement, il est temps de partir. Les carabiniers attendent.

Je me levai.

— Quelle heure est-il ? demandai-je.

— Deux heures. Il faut vous dépêcher, car le train part à sept heures quinze.

— Comment, cinq heures et quart pour aller jusqu'à la gare ?

— Il faut encore passer par les commissariats pour prendre les autres, expliqua le gardien.

C'était un bon diable, qui causait volontiers avec les « politiques ». Il me conduisit au bureau, où se trouvaient déjà une vingtaine de détenus. Quelques-uns d'entre eux étaient en tenue de prisonnier, avec un numéro sur la casaque, d'autres en civil : des gens de tout âge et de toute condition.

Au fur et à mesure que s'accomplissaient les formalités : remise de l'argent et des objets enlevés à l'entrée, signature, prise des empreintes digitales, les détenus passaient, l'un après l'autre, aux mains des carabiniers, qui leur mettaient les menottes. Puis, ils étaient liés ensemble, de la première à la dernière paire.

Lorsque mon tour vint d'être enchaîné, je protestai, car je ne pouvais me mouvoir sans canne.

Le chef de notre détachement ne voulait pas m'accepter sans menottes. L'employé du bureau s'efforça de lui expliquer qu'il m'était absolument impossible de m'enfuir même les mains libres, mais le gradé ne voulut pas entendre raison.

— Pas tant d'histoires, qu'on l'enchaîne comme les autres ! ordonna-t-il. S'il ne peut pas marcher, il n'avait qu'à ne pas se faire mettre en prison. Quand il a commis ses crimes, il marchait bien ; maintenant il doit expier.

On me serra les anneaux de fer autour des poignets. J'étais le dernier du convoi. Quand l'ordre de se mettre en marche fut donné, la chaîne se tendit peu à peu, et mon tour vint d'avancer. Emmenotté et sans canne, il m'était impossible de faire un pas. Mais mon voisin, un vieillard, qui portait sous l'aisselle un paquet de linge et une cage avec un pinson, ne bougea pas, ce que voyant, ceux qui étaient immédiatement devant nous s'arrêtèrent, et ainsi de suite jusqu'au bout de la chaîne, qui s'immobilisa malgré les cris et les menaces de l'escorte.

« Il y en a un qui ne peut pas marcher », disait-on. Et tout le monde restait sur place. Il existe entre les réclusionnaires une touchante solidarité. Le chef de l'escorte essaya de me raisonner :

— Chaque détenu doit avoir les menottes, le règlement l'ordonne ; avez-vous compris ?

— Oui, oui, j'ai compris, répondis-je. Appliquez votre règlement, seulement il vous faudra me mener sur une charrette ; ce sera idiot, mais de cette façon l'honneur de la patrie et le règlement seront saufs.

— Je vous ordonne de marcher, hurla le chef.

— Je ne peux pas.

— Bon, on se reverra.

Et il ordonna de me libérer une main, dans laquelle, furieux, il me fourra lui-même ma canne.

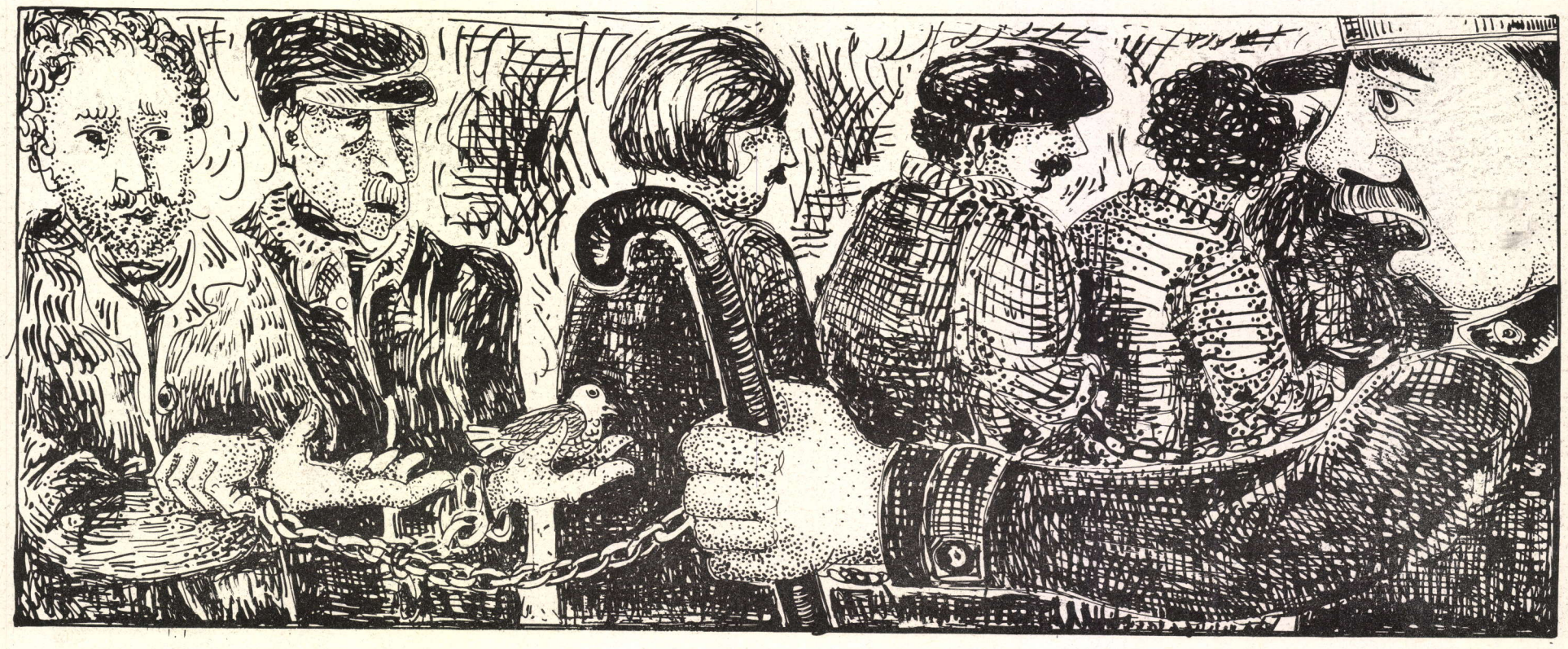
Nous nous mîmes en marche. Après avoir traversé de longs corridors et franchi des portes sans nombre, nous nous trouvâmes dans la rue, déserte et faiblement éclairée. Une voiture cellulaire nous attendait.

A suivre.

---

(1) **Dieu trompeur ! :** juron en usage à Turin.

(2) Les carabiniers, ainsi appelés parce qu'ils vont toujours par deux la nuit.



cinéma

PAPILLON

de Franklin J. Schaffner

Comme il fallait sans doute s'y attendre, un film a finalement été tiré du roman, dit autobiographique, Papillon, **d'Henri Charrière. En effet, après qu'il a été vendu à plusieurs millions d'exemplaires de par le monde, il aurait été étonnant qu'aucun producteur ne se saisisse de cette histoire qui, sous sa forme écrite, avait déjà rapporté tant d'argent.**

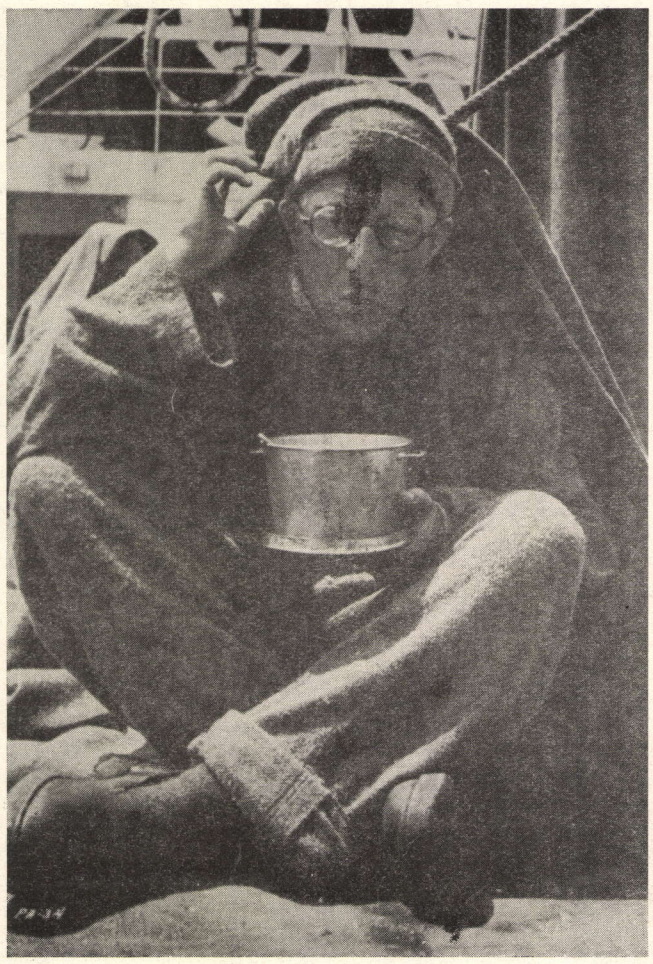
Papillon, **c'est l'histoire de ce petit truand qu'est Henri Charrière, condamné au bagne à perpétuité à Cayenne en 1930 pour le meurtre d'un maquereau, meurtre que tout au long du film il dira ne pas avoir commis. Mais, innocent ou pas, l'administration pénitentiaire ne connait que des bagnards et c'est le mérite essentiel du film que de dresser un réquisitoire sans merci contre le système pénitentiaire français, tel qu'il a bel et bien existé pendant des dizaines d'années en Guyane. Dans ce système, tout n'est qu'une savante combinaison de mesures sadiques, destinées à briser le prisonnier moralement autant que physiquement, Sainte-Guillotine étant toujours disponible pour couper les fortes têtes.**

L'horreur du bagne, c'est dès les premières images qu'on en a un avant-goût, avec la procession des condamnés dans les rues de La Rochelle, avant le transport à fond de cale pour un voyage de plusieurs milliers de kilomètres. Arrivé au bagne, en Guyane, on apprend que, même là, l'administration a prévu une savante échelle de punitions, en particulier la réclusion, cette peine que seul un fou peut avoir imaginée et qui consiste à enfermer un homme dans l'isolement absolu, sans qu'il ait à prononcer la moindre parole pendant un an, voire deux ou cinq ans !

Que dans ces conditions l'évasion, la « cavale », soit le premier et l'unique souci de Papillon-Steve Mac Queen, rien d'étonnant, même si cette dernière n'a que très peu de chances de réussir. La « cavale », c'est d'ailleurs l'élément qui constitue le fil directeur de cette production hollywoodienne, qui dure deux heures trente mais qui, bien menée et interprétée notamment par Steve Mac Queen et Dustin Hoffman, ne laisse guère le temps au spectateur de s'ennuyer.

Une bonne réalisation donc, qui en outre a eu le bonheur de ne pas reprendre les nombreuses réflexions de truand repenti et bien-pensant qui rendaient le livre de feu Charrière si désagréable.

René BLIARD.



SÉLECTION TÉLÉVISION

Mardi 26 février

DEUXIEME CHAINE (15 h 15) :

Les marins de Cronstadt, un film d'Efim Dzigane, datant de 1936, retrace la résistance des marins contre les armées blanches au cours de la guerre civile qui a suivi la Révolution Russe.

DEUXIEME CHAINE (20 h 35) :

LES DOSSIERS DE L'ECRAN : Fragile est notre monde.

Un documentaire sur la pollution, suivi d'un débat réunissant, entre autres, le ministre de l'Environnement, Poujade, et un expert de la société italienne Montedison, responsable du fameux déversement des « boues rouges » en Méditerranée.

Mercredi 27 février

PREMIERE CHAINE (20 h 35) :

Les Trois Vérités présentent un débat sur la démocratie, avec Jacques Marette, député UDR, et René Piquet, du PCF. On ne saurait en vérité choisir plus mal les défenseurs de la démocratie !

TROISIEME CHAINE (20 h 40) :

Pour les érudits, une évocation historique de la bataille de Hastings (1066), où Guillaume de Normandie conquit l'Angleterre.

Jeudi 28 février

DEUXIEME CHAINE (15 h 15) :

Arsène Lupin contre Herlock Sholmes, un film sans prétention, qui permettra de se distraire un peu.

TROISIEME CHAINE (20 h 40) :

Un reportage qui sera vraisemblablement consacré à la situation politique et sociale en Grande-Bretagne en pleine période électorale.

Vendredi 1er mars

DEUXIEME CHAINE (15 h 15) :

Arsène Lupin, à nouveau, dans **L'arrestation d'Arsène Lupin.**

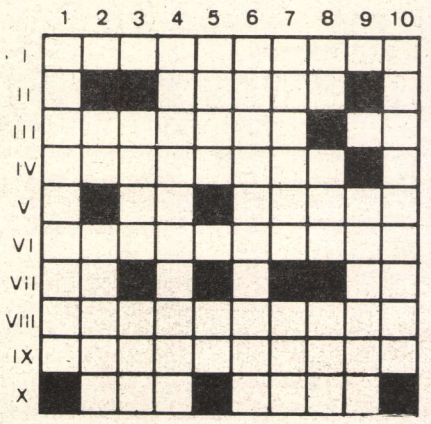
DEUXIEME CHAINE (20 h 35) :

Smog. Un reportage de pollution-fiction qui démontre ce qui pourrait se produire si la pollution continuait de s'accroître au rythme actuel. C'est la Ruhr qui sert de cadre au reportage.

Dimanche 3 mars

DEUXIEME CHAINE (22 h 40) :

Le célèbre film de Robert Bresson : **Un condamné à mort s'est échappé.**



HORIZONTALEMENT. — I. Dans ces chambres, les ténors ne chantent pas. — II. Il cherche à égaler. — III. Sacré trio - Langue à la provençale. — IV. Mordante. — V. Dans - Sans bavure. — VI. Réduisait en cendres. — VII. Conjonction - Possessif. — VIII. Débarrasserai de toute souillure. — IX. Durement. — X. Sert d'intermédiaire - Peinas.

VERTICALEMENT. — 1. Vident les encriers et remplissent les corbeilles. — 2. Trenet chanta la 7e - Annoncent l'orage. — 3. Renversé, n'est pas cela - Celui qui ne la récupère pas en est pour ses frais. — 4. Bolcheviks. — 5. Mis en circulation - Etalon. — 6. Servent à l'augmentation des troupes jordaniennes. — 7. Hausser - Troublé. — 8. Négation - A rehaussé un chef d'Etat - Roue à gorge. — 9. Allèrent à l'assaut du ciel. — 10. Emettait une substance.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I	A	P	P	E	L	L	A	T	I	O	N
II	D	■	■	C	E	■	L	O	T	■	■
III	U	S	■	H	A	B	I	T	■	M	M
IV	L	O	L	A	■	■	■	■	P	O	U
V	T	I	■	P	■	■	■	P	L	U	T
VI	E	R	■	P	O	M	P	E	I	■	E
VII	R	■	R	E	T	■	I	T	E	M	■
VIII	E	■	A	M	E	R	■	■	■	A	T
IX	■	A	M	E	R	I	C	A	I	N	E
X	A	M	E	N	■	■	■	R	■	O	N
XI	■	E	■	T	R	O	T	T	I	N	■

Face au racket des pétroliers, une seule solution :

L'EXPROPRIATION SANS INDEMNITÉS NI RACHAT

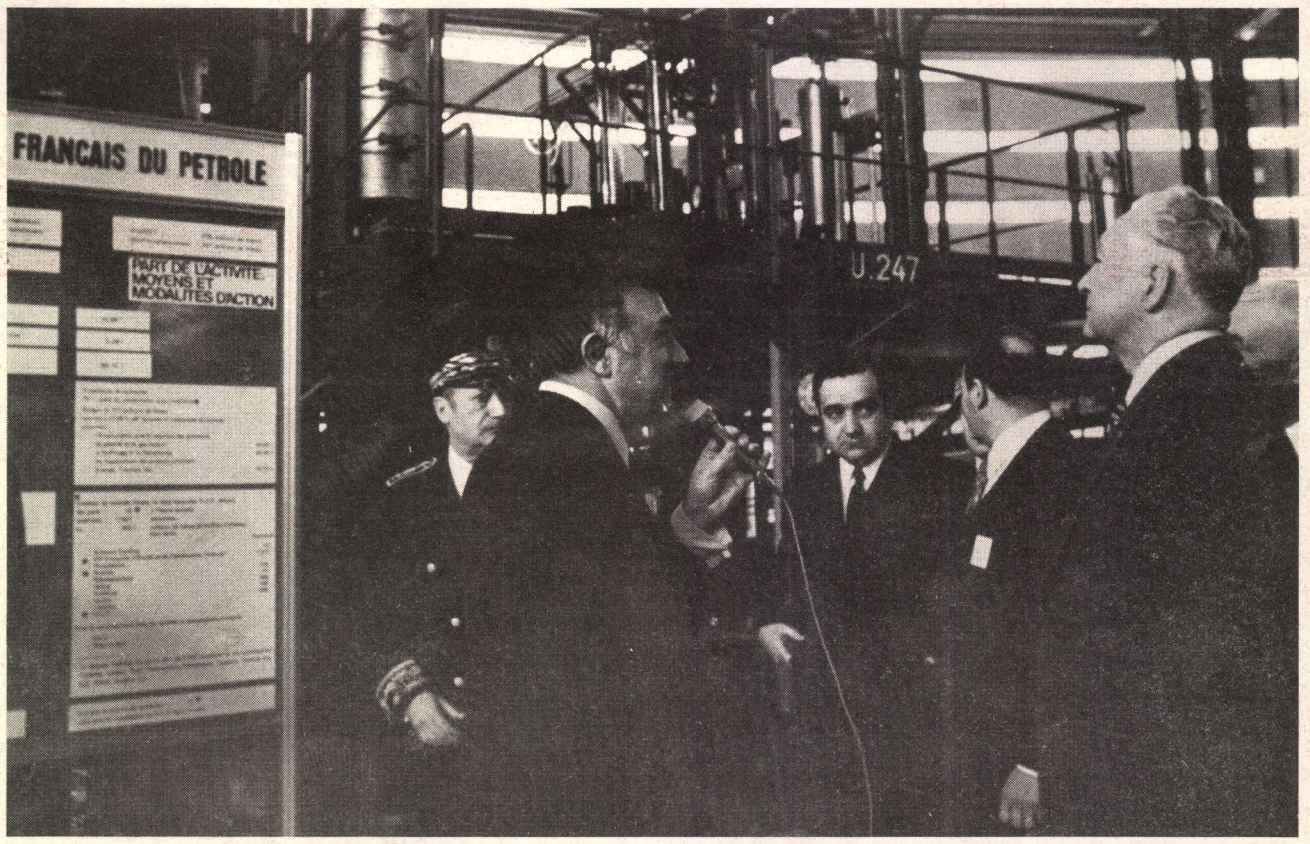
DANS un certain nombre de pays européens, ainsi qu'aux Etats-Unis et au Japon, les gouvernements, la justice et la presse feignent actuellement de découvrir un « scandale du pétrole ». Des procédures sont engagées contre des dirigeants de grosses sociétés pétrolières pour dissimulation de stocks, refus de vente, ententes illicites et autres faits dont ces compagnies se sont rendues coupables.

En France, c'est à partir de la plainte d'un revendeur libre de pétrole de Marseille que l'affaire a été engagée ; les grandes sociétés pétrolières avaient tout simplement refusé de fournir leurs produits à ce revendeur, comme elles l'ont fait d'ailleurs sur une grande échelle à la fin de l'année 1973, au cours de ce que l'on a nommé la « crise de l'énergie ». Le ministère des Finances aurait d'ailleurs établi un certain nombre de procès-verbaux de « refus de vente », pour lesquels, comme on dit, « la justice suit son cours ». C'est-à-dire que, dans quelques mois ou quelques années, si le dossier ne s'égare pas en chemin, quelques sociétés vont être condamnées à une amende ridicule et à jurer de ne plus recommencer !

Mais quelle farce nous joue-t-on là ? Il y a trois mois, la « crise de l'énergie » battait son plein. C'est à l'échelle de tout le pays que les sociétés pétrolières gardaient leurs stocks, refusaient de vendre leurs produits autrement qu'au compte-gouttes. Il ne manquait pas une goutte de pétrole dans leurs réservoirs. Les pays arabes n'avaient pas encore réduit les livraisons de pétrole à destination de la France. Mais les compagnies refusaient de fournir du fuel à leurs revendeurs, ou le fournissaient en quantité limitée, pour créer une pénurie artificielle. Dans de nombreux foyers, les familles en étaient réduites à réduire leur chauffage, faute de mazout, parce que ces compagnies, au vu et au su de tout le monde, spéculaient sur la hausse de leurs produits, et attendaient que le prix de ceux-ci soit augmenté pour ouvrir leurs robinets !

Ce sont des milliards et des milliards que les grandes sociétés se sont approprié ainsi sur le dos du public, grâce à ces opérations de spéculation. Mais c'est le gouvernement lui-même qui a été le principal agent commercial de cette immense escroquerie. C'est Messmer lui-même qui est venu sur les écrans de télévision nous expliquer gravement que, l'énergie se faisant rare, il fallait maintenant s'attendre à la payer plus cher et à devoir moins chauffer nos habitations. C'est le gouvernement lui-même qui a autorisé par deux fois une hausse des prix des produits pétroliers, atteignant près de 50 % en deux mois, faisant rentrer à nouveau de fabuleux superprofits sur les comptes en banque des grands pétroliers !

Surtout, c'est à l'échelle mondiale que cette escroquerie s'est déroulée, et continue de se dérouler. C'est dans le monde entier que les grandes sociétés internationales, prenant prétexte de la crise du Moyen-Orient, ont dissimulé leurs stocks, ralenti la marche des navires pétroliers ou détourné leur route, à seule fin de spéculer. Pour accroître leurs profits et imposer les augmentations de tarifs qu'elles désiraient, elles ont ainsi organisé un chantage colossal, menaçant du chômage et de la misère pour cause de manque de pétrole. Et, dans le monde entier, les gouvernements se sont mis aux pieds des grandes compagnies pétrolières, ont accédé à tous leurs désirs d'augmentation de tarifs, ont collaboré à leurs grandes manœuvres d'intoxication de la population.



Messmer en visite à l'Institut Français du Pétrole : un gouvernement au service des grandes compagnies pétrolieres. (Ph. Puech-Fotolib)

La marche de l'économie dépend pour une forte part du pétrole. C'est toute l'économie qui peut s'arrêter lorsque cet « or noir » vient à manquer. Mais la production, le transport, le raffinage et la distribution de ce produit sont entre les mains de quelques grandes sociétés privées qui font la pluie et le beau temps à l'échelle internationale. Et ce sont les gouvernements qui, aujourd'hui, tentent, dans l'intérêt même du système, de limiter l'appétit des grands pétroliers par quelques procédures de justice ou, en ce qui concerne la France, en jouant la farce d'établir quelques procès-verbaux de « refus de vente » à des revendeurs locaux !

Le gouvernement, les compagnies pétrolières, comme tous les grands capitalistes, sont gens du même monde et du même système. Ils s'entendent comme larrons en foire pour détrousser la population, tout comme des bandits de grands chemins qui joueraient, chacun à leur tour, le rôle des bons et des méchants.

Mais les travailleurs, eux, n'ont aucun respect à avoir pour une telle bande de scélérats, ni pour les comptes en banque des compagnies et leur sacro-sainte propriété. Ils ne doivent connaître qu'une solution : l'expropriation pure et simple des capitalistes, et en particulier des grands trusts du pétrole. Les matières premières, les richesses qui permettent la vie de l'ensemble de la population, ne doivent pas être l'affaire privée d'une poignée de magnats. Elles doivent être mises à la disposition de la société tout entière. Et cette expropriation, il n'y a que la classe ouvrière qui puisse l'effectuer. Car elle est la seule à ne pas avoir de privilèges, de « profits illicites » à sauvegarder. Elle est seule à produire, intégralement, toutes les richesses de la société. Elle est la seule à avoir droit sur ces richesses et à pouvoir mettre fin au règne des parasites qui vivent de son travail.

André FRYS.

Argentine :
Péron met au pas l'opposition

Son retour n'avait qu'un but : tromper les travailleurs pour mieux les écraser...

Ph. AFP.

Selon la radio, il y aurait eu plusieurs morts en Argentine, à la suite d'une fusillade d'une manifestation de grévistes par les forces de l'ordre. Cette nouvelle, venant après l'arrestation de Roberto Quieto, dirigeant des Montoneros, organisation de la gauche péroniste, montre que le nouveau régime de Peron s'oriente de plus en plus vite vers une répression féroce de la classe ouvrière et, plus généralement, de toute opposition, réelle ou supposée, fût-elle « péroniste ».

Les quelques illusions que le retour de Peron avait pu créer s'effacent très rapidement. Les difficultés économiques de l'Argentine sont telles que Peron ne fait même pas de vagues promesses « sociales ».

Il les a simplement remplacées par des appels à lui faire confiance et à travailler dur.

La bourgeoisie argentine était allée tirer Peron de son exil pour lui faire jouer son rôle d'arbitre suprême grâce à son image de marque (tant qu'elle serait efficace) face au mécontentement populaire.

Mais cette image, qui était déjà défraîchie, se détériore très rapidement. Dès le jour même du retour de Peron à Buenos Aires, on vit des affrontements sanglants entre gauche et droite péronistes, montrant ce que l'union sacrée autour du vieux leader justicialiste avait de fragile. Rapidement, le nouveau régime montrait son vrai visage : arrestations de militants gauchistes, interdiction des groupes d'extrême-gauche, retour au régime pénal sévissant du temps du général Lanusse.

Aujourd'hui, c'est l'utilisation de l'armée contre les grévistes et les arrestations de militants de la jeunesse péroniste.

Et sous nos yeux se déroule avec une vitesse dramatique l'application de mesures prises par Peron pour désarmer politiquement et physiquement les travailleurs avant l'affrontement qui ne peut manquer d'avoir lieu entre les travailleurs et la bourgeoisie d'Argentine.

Alfred LEMART.